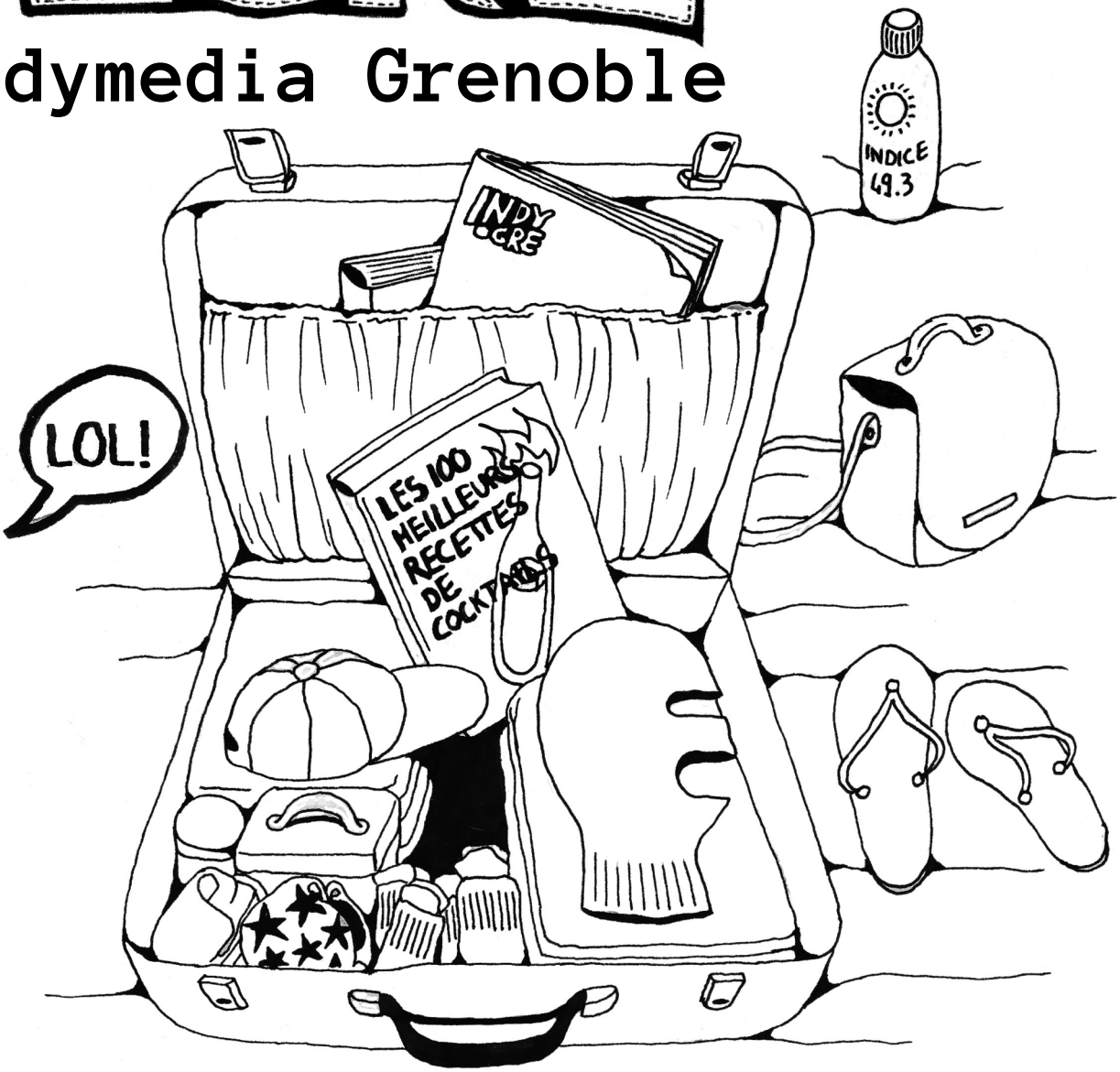
« Ne détestez pas les médias…
… devenez les médias. »

JOURNAL INDYGRE #0

été 2017

Indymedia Grenoble



[…] « — LOL ! », se glissent à l'oreille tous les hommes en bleu un peu plus loin. […]

suite page 9

https://grenoble.indymedia.org/

Édito

Indymedia c'est toi, c'est moi, c'est nous. C'est un réseau mondial de contre-information qui essaie de fonctionner de façon décentralisée et sans hiérarchie. Indymedia rassemble plus d'une cinquantaine de sites locaux. Indymedia, surtout sur internet, mais pas que…

La publication ouverte peut-elle casser des briques ?

Un an qu'une nouvelle équipe a repris Indymedia Grenoble. Un an que cette équipe s'agrandit. La force est avec nous, et on ne sait plus quoi en faire.

Du coup on s'est dit : pourquoi ne pas la dépenser dans une édition papier. Un truc qui ne s'était pas produit depuis plus de dix ans. Seul les plus vieux s'en souviennent !

Parce-qu'on pense que certains des textes qui sont publiés par « moi-toi-nous » méritent une autre temporalité que celle d'internet.

Parce-que les textes longs sont quand-même plus faciles à lire sur papier que sur un écran.

Parce-qu'on n'a pas toujours l'électricité et internet tout le temps et partout.

Parce-que c'est plus facile de parler d'Indymedia Grenoble et publication ouverte quand on a un numéro sous la main à montrer à ceux qui ne connaissent pas (ou alors mal).

Parce-que c'est moins cher que le Postillon.

Parce-que Grenoble est une ville innovante.

Parce-que Grenoble Le Changement ne le fait pas encore.

Bonne (re)lecture.

L'équipe d'Indymedia Grenoble

Sommaire

Center Parcs de Roybon : le jugement… 4
« Ni Le Pen, ni Macron ! » Ni refus, ni révolution 5
Retour sur la manifestation du sept mai au soir à Grenoble .8
Journée Internationale des travailleurs… 9
Expulsion du 1-3 rue Aristide Bergès… 13
K-way noirs et chasubles rouges doivent avancer ensemble ..14
Nos vies ne rentrent plus dans leurs urnes 16
Lettre aux républicains sur le saccage de leur local 21
Biennale des villes en transition de Grenoble… 23
Carignon saison 6 : « À la reconquête… » 26
Mode d'emploi pour démonter un compteur Linky et… 32
Adresse à la censure/modération 34
Venue en France depuis le Venezuela 36
L'état grec fait la chasse aux migrant·e·s… 37

Ville / Environnement

CENTER PARCS DE ROYBON : LE JUGEMENT DU CONSEIL D'ÉTAT SERAIT RENDU EN JUIN

Collectif grenoblois de soutien à la ZAD des Chambarans,

soutienchamba@riseup.net

le 20 avril 2017

Les travaux de construction du Center Parcs de Roybon dans les Chambarans ont été arrêtés avec l'occupation du chantier par des opposants au projet à partir du 1er décembre 2014. Auparavant des perturbations avaient ralenti le chantier qui avait débuté le 17 octobre. Ces travaux ont également été arrêtés par la suite par la justice. Mais le sont-ils définitivement ?

Les travaux de construction du Center Parcs de Roybon dans les Chambarans ont été arrêtés avec l'occupation du chantier par des opposants au projet à partir du 1er décembre 2014. Auparavant des perturbations avaient ralenti le chantier qui avait débuté le 17 octobre. Ces travaux ont également été arrêtés par la suite par la justice. Mais le sont-ils définitivement ?

Le 16 décembre 2016, la Cour administrative d'appel de Lyon a confirmé les deux jugements du tribunal administratif de Grenoble : annulation de l'arrêté préfectoral « loi sur l'eau » du 3 octobre 2014 et maintien de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2014 sur les espèces protégées. Par contre, l'arrêté du 15 octobre 2012 autorisant les travaux de réalisation d'une canalisation d'eaux usées entre Roybon et la station d'épuration de Saint Sauveur qui n'avait pas été inquiété en première instance a été annulé.

Aujourd'hui donc les travaux sont toujours officiellement arrêtés, mais Pierre & Vacances n'a toujours pas abandonné ce projet puisqu'il a fait appel devant le Conseil d'État.

Le Conseil d'État peut très bien contester les jugements rendus précédemment par la Cour administrative de Grenoble et la Cour d'appel administrative de Lyon. Il a d'ailleurs pour cette même affaire déjà annulé l'ordonnance du juge des référés du tribunal administratif de Grenoble qui avait permis de suspendre les travaux le 23 décembre 2014. L'annulation de la suspension des travaux n'avait alors pas eu d'effet puisque moins d'un mois après le Tribunal administratif annulait l'arrêté préfectoral « loi sur l'eau » et par conséquent ne donnait plus le droit à Pierre & Vacances de faire les travaux sur le site prévu.

Nous apprenons maintenant que le jugement serait rendu en juin. À cette date, le Conseil d'État pourrait très bien reconnaître que les jugements précédents étaient sans fondement et les casser (les annuler), ce qui redonnerait l'autorisation à Pierre & Vacances de recommencer – à l'instant même – ses travaux puisque l'arrêté préfectoral « loi sur l'eau » ne serait plus annulé.

Si tel est le cas, l'évacuation de la ZAD serait de nouveau à l'ordre du jour. Il est donc nécessaire de l'envisager dès maintenant.

* * *

Outils théoriques

« NI LE PEN, NI MACRON ! » ?

NI REFUS, NI RÉVOLUTION.

Malbona Parolo, le 9 mai 2017

J'ai souvent tendance, et c'est d'ailleurs peut-être là que j'ai tort, à prendre les slogans principaux d'une manifestation – ou d'un mouvement – comme une sorte de baromètre des idées qui y règnent, qui y sont les plus représentées. J'ai tendance à croire, et peut-être que là aussi j'ai tort, qu'un discours clair et sans ambiguïté est une condition nécessaire pour que les actions qui suivent ce discours permettent d'arriver le plus simplement et le plus rapidement à une concrétisation des pensées qui sous-tendaient ledit discours.

Ces dernières semaines, les manifestations – pour certaines assorties d'actions de sabotage qui font plaisir à voir, un peu comme un bon film avec de belles cascades – ont été nombreuses, et on a pu y entendre des choses qui me laissent plutôt pessimiste quant à la possibilité d'un avenir anti-électoraliste. Ainsi donc, dès le soir du premier tour (d'aucuns diront que rien que cela, coller à l'agenda étatique, montre à quel point nous sommes pour le moment incapables de faire autre chose que réagir, que nous sommes incapables de poser nos conditions), les slogans les plus entendus, les plus repris, n'étaient pas contre les élections en tant que système-clé de la représentation, mais contre les deux candidats qui se retrouvaient propulsés au second tour. « Ni Le Pen, Ni Macron ! » donc. Accompagné de différentes suites, parmi lesquelles « Ni patrie, ni patron » et d'autres, plus glissantes encore, à coups de « Ni banquier » ou de « Ni finance ». Et ce n'est à mon avis pas un hasard si les grands journaux se sont empressés de reprendre ce « Ni Le Pen, ni Macron » dans leurs titres. Ce slogan en effet est parfaitement inoffensif. Il ne remet rien d'autre en question que le nom ou la nature des candidats arrivés au second tour. Et cela semble parfaitement convenir aux divers journaux qui ont alors pu faire passer les diverses manifs récentes sur ce qu'elles ne devraient surtout pas être : quelque chose qui reste, au moins dans le discours, dans le cadre autorisé. On peut critiquer les deux candidats finaux. On peut même critiquer tous les candidats proposés au premier tour, en disant « Je ne me retrouve dans aucun des candidats proposés » comme ça a pu être entendu de la part de personnes plus ou moins masquées. On peut parler de leurs fonctions précédentes, des casseroles qu'ils et elles traînent bruyamment, de leurs amitiés ou alliances douteuses. Mais on ne saurait accepter une critique qui gratte la couche « people » pour s'attaquer à ce qu'il y a en-dessous : la représentation, la démocratie, l'autorité, le contrôle de nos vies, l'obligation de faire ceci, cela, toutes ces choses étant validées à la fois par celles et ceux qui vont glisser un bulletin dans l'urne, mais aussi par celles et ceux qui fustigent des noms.

« Quel est le problème à reprendre des noms dans un « Ni [...] ni [...] ! » puisque ce sont ces noms qui se sont retrouvés au second tour ? » me demandera-t-on. Ce slogan laisse entendre

Outils théoriques

qu'un candidat ou une candidate aurait pu se retrouver au second tour sans faire partie de ce « Ni [...] ni [...] ! ». Mais encore une fois, le problème n'est-il pas plutôt que l'un de ces candidats, quels qu'ils soient, soit appelé à nous gouverner ? Et avec lui ou elle, toute une palanquée de ministres, de députés, de maires, de préfets, de conseillés régionaux, de juges, de procureurs, de flics, de patrons, etc. La liste complète prendrait des pages entières, et j'en oublierais certainement encore.

Un autre problème de ce slogan, qui est sûrement aussi une des raisons pour lesquels il a été aussi largement lancé et repris, est que n'importe qui, à part évidemment les fans hallucinés de l'un ou l'autre des deux candidats, peut s'y retrouver. C'est bien confortable, ça créée comme d'habitude un consensus mou et ça évite de montrer des ruptures trop flagrantes. On s'est ainsi retrouvés, à peu près partout, à manifester sauvagement (ou à patienter sauvagement sur des places), aux côtés de porte-drapeaux (ou de planches à stickers, c'est selon) qui étaient simplement déçus que leur idole ne soit pas au second tour, et peut-être même, qui sait, aux côtés de gens qui, au premier Mai ou à l'occasion de précédentes manifestations nous insultaient ou nous tapaient dessus parce que nous ne voulions pas de leurs défilés en rangs bien sages. Et conséquemment à cela, un discours qu'on pourrait qualifier de radical, révolutionnaire éventuellement, s'est retrouvé noyé au milieu de discours fustigeant la finance, le fascisme **[1]**, etc. Si une Arthaud, un Poutou, ou pire, un Mélenchon **[2]** s'était retrouvé propulsé au second tour, je laisse au lecteur le soin d'imaginer combien de personnes en moins seraient sorties dans la rue pour manifester « contre les élections »... Tout reste comme avant, et on continue de courir laborieusement après un ennemi qui avance plus vite que nous.

Cela nous amène au second point, qui est plus général. Suite à ces dernières manifestations, tout comme suite à celles de l'an dernier et à celles qui ont précédé, on a pu lire ici et là tout un tas de textes plus ou moins larmoyants parlant principalement de la violence de la répression, des coups, des divisions préventives de cortèges (parfois même allant jusqu'à dire que les cortèges en question n'étaient pas violents, comme si c'était un critère valide), etc.

Je suis le premier à me surprendre parfois à tenir ce genre de discours victimaire, à réussir à être encore étonné de la dégueulasserie dont les flics peuvent faire preuve. Mais je pense que partir dans cette direction ne peut nous mener à rien d'autre que l'abandon de nos idées et de nos combats par la peur que tous ces textes peuvent engendrer. Lorsque l'on tient un tel discours, à qui voulons-nous nous adresser ? Si c'est à nous-mêmes, je pense que ça valide ce que je viens de dire. Si c'est au « citoyen lambda », pour lui

[1] Je ne prétends pas que le fascisme n'est pas un danger, mais parler du fascisme comme DU grand danger, tout comme parler de la finance comme DU grand danger, c'est ne considérer qu'une facette de la domination étatique ou du capitalisme et laisser croire que les autres (par exemple respectivement les entreprises qu'on ne relierait pas spontanément à "la finance" et la démocratie) sont acceptables. Pour rappel, et pour ne citer qu'un exemple parmi tout un tas d'autres, la guerre d'Algérie et les événement qui ont eu lieu autour ne se sont pas déroulés sous un régime correspondant aux caractéristiques du fascisme, mais bien sous une démocratie. Plus récemment, le traitement infâme réservé aux personnes qui n'ont pas les bons papiers n'est pas le fait d'un régime fasciste, mais bien celui d'une démocratie. Un régime n'a pas besoin d'être fasciste pour mériter notre dégoût, et il n'y a bien que les démocrates patentés pour tenter de nous convaincre du contraire.

[2] Pire, car un nationalisme de gauche reste un nationalisme et qu'à travers un discours progressiste et prétendument révolutionnaire (par les urnes), ce triste personnage a réussi à instiller tout un tas de trucs dégueulasses à un électorat composé en partie de personnes politiquement confuses. Si un tel personnage se retrouvait au second tour d'une élection présidentielle, il est fort à parier qu'on n'entendrait pas les habituels fustigateurs du fascisme crier cette fois-ci au démocratisme.

[3] Petite pensée pour les stars en herbe qui prennent la pose devant les banderoles de tête dès qu'elles voient un troupeau de journalistes

Outils théoriques

montrer à quel point les policiers sont vilains, je pense qu'on peut arrêter de perdre notre temps : il n'y a qu'à voir les regards médusés et pleins d'incompréhension (ou pleins de vide, c'est selon) chaque fois que nos manifestations croisent l'itinéraire de leurs après-midi shopping. Ou encore les encouragements auxquels on a droit depuis les fenêtres et balcons de la part de gens qui se satisfont de leurs dix minutes d'indignation avant de retourner s'affaler dans leur canapé.

Peut-être devrions-nous penser à agir pour nous-mêmes, et non pour faire de belles images devant les caméras de la télévision et les objectifs des photographes **[3]** ou pour apporter une bonne parole auprès de personnes qui n'en ont manifestement rien à cirer. Et ainsi, nous pourrons arrêter de pleurer sur la brutalité de la répression.

C'est un fait, même si cela ne date pas du printemps dernier comme certains politiciens de la contestation voudraient bien nous faire croire, tout ce qui sort du cadre établi se voit bien vite écrasé de manière extrêmement violente. Il s'agit d'une guerre psychologique : décourager, notamment les plus jeunes d'entre nous, pour nous enlever toute envie de recommencer. Je pense qu'il est important que l'on prenne cela en compte afin de sortir d'un schéma beaucoup trop vécu : rassemblement, manif sauvage de quelques minutes, dispersion violente avec son lot d'arrestations, rassemblement le cas échéant devant le commissariat, texte de compte-rendu larmoyant. Ce qui a pu éventuellement fonctionner quelques années semble aujourd'hui totalement dépassé par les stratégies de contrôle des foules de l'État. Je ne vois pas comment, à part à adhérer à la stratégie de l'échec, on pourra se passer d'une réflexion collective nécessaire sur la possibilité de continuer à occuper la rue, tout en gardant à l'esprit que quelque soit ce qui en ressortira, cela ne nous donnera encore qu'un court répit tant que l'on n'aura pas la possibilité de nous attaquer à la totalité (l'aura t-on jamais ?).

Enfin, n'oublions une chose importante : en même temps que les politiciens tout court transforment leurs partis en « mouvements », les politiciens de la contestation partent se cacher derrière des collectifs. Pourtant, seules les apparences changent. Les idées et les ambitions, elles, restent les mêmes.

* *
*

Répression / Contrôle social

RETOUR SUR LA MANIFESTATION DU 7 MAI AU SOIR À GRENOBLE

anonyme,
le 8 mai 2017

Dimanche sept mai, nous étions cinq-cent à répondre à l'appel au rassemblement pour un deuxième tour « social et populaire » sur la place de Verdun à Grenoble.

Voici un bref récit de cette soirée, où nombres de nos camarades ont subi des violences de la part des forces de l'ordre. Ici, nous avons souhaité retranscrire l'agression de l'un d'eux que nous appellerons M.

Après un certain temps réunis sur la place, motivés par la batucada, nous nous mettons en route en formant un cortège. En arrivant sur le boulevard Gambetta, nous faisons face à un premier barrage des CRS qui braquent leurs lampes sur nous, puis qui finissent par lancer des grenades lacrymogènes. Afin d'y échapper, nous prenons une rue adjacente. Une partie du cortège fait demi-tour. Face à la violence de la police, nous cherchons à fuir, et commençons à nous disperser vers la caserne de Bonne. Dans le but d'empêcher toute personne de s'échapper, les CRS bloquent toutes sorties. Nous nous retrouvons place Notre Dame, où un second rendez-vous a été donné. Nous partons en direction de la place Victor Hugo mais nous sommes suivis et bloqués par la police, matraques et flashballs à la main. Nous commençons à nous disperser dans le jardin de ville. C'est à ce moment-là que M se retrouve prit en chasse. Paniqué, il finit par se retrouver seul dans un coin du parc.

Entouré de policiers, il décide de se rendre, mains en l'air en se disant que la BAC le laissera partir s'il est coopératif.

Sept baqueux l'entourent et les insultes commencent à fuser « regardez, un pd ! ». Il est plaqué contre le mur. Ils sont trois sur lui, pendant que les autres font barrage et rient. L'un d'eux l'attrape par les cheveux « tu penses que ce sont des vrais cheveux ? » « attend, on va vérifier ça » et lui frappe la tête contre le mur à plusieurs reprises. En voyant qu'il tourne la tête et que les coups arrivent sur sa paumette, il le force à mettre la tête face au mur. Heureusement, il parvient à se protéger le visage avec ses mains. Pendant ce temps un des baqueux l'aveugle avec sa lampe et un autre le fouille, ne trouvant que son téléphone qu'il jette par terre, ce qui aura pour effet de casser l'écran. En jetant M à terre, il crie « j'ai envie de tuer les petites merdes comme toi ». Ses collègues, hilares, lui frappent les jambes avec leurs tonfas alors qu'il est toujours à terre. Au bout d'un moment, ils se calment, et des remarques fusent du côté des forces de police « allez dégage c'est l'heure de ta sodomie nocturne », « si on te revoit tu vas finir comme Théo » « je suis sûr qu'il aimerait ça ».

Sonné et désorienté, il est resté à terre quelques minutes avant de parvenir à rejoindre d'autre camarades.

* *
*

« – Fascistes ! » crient des gens en noir.
« – Vous faites le jeu de Le Pen ! » leurs répondent sur le même ton des gens en rouge.
« – Morts aux syndicats. » reprennent les premiers.
« – Découvrez vous, lâches ! » rétorquent les seconds.
« – LOL ! », se glissent à l'oreille tous les hommes en bleu un peu plus loin, qui, bien qu'incapable d'une pensée plus construite, ont probablement raison pour la première fois de leur vie.

Ce qu'on appelle maintenant communément en France « fête du Travail » n'est pas à l'origine le nom consacré aux habituelles manifestations du premier mai.

Ce dernier nom est ironiquement ce qui reste de ce que le gouvernement de Vichy appela subrepticement, dans sa version complète, « Fête du travail et de la concorde sociale » (sic). L'histoire ne retiendra pas la partie « concorde sociale ». Vu le contexte, c'était quand-même un peu too much.

C'est au même moment que le bouquet symbolique de la journée devint le muguet, en lieu et place de la plante jusqu'alors célébrée lors de cette journée : l'églantine, qui avait pour inconvénient majeur d'avoir une couleur un tout petit peu trop communiste au goût de Pétain.

Mais servons nous plutôt de ce petit rappel historique sous forme de point Godwin pour revenir encore plus loin dans l'histoire : d'où nous vient en réalité cette Journée Internationale des Travailleurs ? Parce-qu'après une campagne de propagande si réussie il y a quatre-vingts ans, il semble tout particulièrement important de se rappeler pourquoi tant de gens marchent en ce premier mai, sans même plus savoir trop pourquoi : autant chez la CGT que chez les anarchistes, trois fois hélas.

Le premier mai, la commémoration de la mort de cinq anarchistes

Version rapide de l'histoire.

En 1884, les syndicats américains se donnent pour objectif d'imposer la réduction de la journée de travail à huit heures dans les deux ans (paraît-il en ne perdant pas de vue l'objectif final de l'abolition du salariat). Dans cet objectif, en 1886, une grève générale est organisée le premier mai par des syndicats anarchistes. Le mot d'ordre est particulièrement bien suivi, et en particulier à Chicago. La grève se prolonge trois jours, à la fin desquels deux-cent flics débarquent, et réprime une partie de la manifestation.
Première étape : trois mort et des dizaines de blessés.

Ce n'était déjà pas glorieux, mais l'affaire n'en reste pas là : un appel supplémentaire est lancé pour protester en plus contre ces violences policières dès le lendemain. Et en fin de manifestation, nouvelle charge policière. Une bombe est lancée,

JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS : QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'HISTOIRE, LES MÉTHODES DE LUTTE, ET LES ÉLECTIONS À VENIR

anonyme,
le 1 mai 2017

Un texte rapidement écrit, suite à du temps passé au sein du cortège en noir, et face à des gens de la CGT lors de la marche du premier mai à Grenoble, et qui cherche à trouver des points de convergence.

Révoltes / Luttes sociales

explose au milieu de la flicaille, et fait un mort parmi elle. En réaction, les autorités lancent une « enquête » à la suite de laquelle huit personnes sont arrêtées puis jugées lors d'un procès éclair, sans preuve et ubuesque (l'un des jurés était même le parent d'un policier tué) : sept d'entre eux seront condamnés à mort tandis que le dernier n'écope « que » de quinze ans de prison.
Finalement, cinq d'entre eux seront exécutés dans l'année qui suit. Cinq-cent mille personnes seront présentes à leurs funérailles.. Les trois derniers seront finalement libérés en 1893, six ans après leur condamnation, par le gouverneur de l'Illinois, qui confirmera que l'attentat avait été commandité par le chef de la police de Chicago.

Si on ignorera certainement toujours l'auteur exact du lancer de cette bombe, une question demeure : quelle était la version XIXème siècle du slogan « flic, porc, assassins » ?

Et oui, n'en déplaise à nos camarades de la CGT, c'est bien la mort de leurs compagnons anarchistes qu'ils commémorent. Mais s'il-vous plaît, camarades cégétistes, ne vous arrêtez pas là : même si je ne cache pas mes sympathies pour le cortège autonome, je ne vais pas taire mes critiques pour celui-ci, ou des propos qui vous ont été tenus, puis chercher des points de jonction.

Les confrontations internes d'aujourd'hui…

Voilà pour la petite partie historique : en gros, une histoire de syndicalistes et d'anarchistes en lutte pour un monde meilleur (avec un salariat moins pénible en prévision de son abolition), qui ont été tués et tellement grossièrement manipulés par la flicaille que s'en est devenu un symbole international. Jusqu'à ce que l'oubli, Pétain, et le capitalisme moderne ne fassent leurs œuvres. Si sournoisement que les damnés de la terre se sont laissé faire, se sont laissé diviser, faisant bien les affaires des exploiteurs et de leurs chiens de garde.

Rappel subjectif de ce qui s'est passé lors de la manifestation d'aujourd'hui :
- un appel à un cortège autonome est fait sur divers site, parmi lesquels Indymedia Grenoble.
- en début de manifestation, pour éviter un effet « cortège de tête », la CGT part très vite devant, étalant la manifestation de manière éparse sur une partie du cours de la Libération.
- le cortège finit par se resserrer un peu avant de tourner sur l'avenue Vallier.
- à ce moment là, les gens venus pour le cortège autonome se regroupent à l'arrière, et remontent à grande vitesse la manifestation pour tenter d'en prendre la tête, à la place de la CGT.
- les gros bras de la CGT se regroupent et forment une ligne, coudes serrés, devant le groupe autonome pour l'empêcher d'y parvenir.
- ils seront ainsi poussés fermement tout au long de l'avenue Vallier, ralentissant ainsi enfin la manifestation (tout en la coupant en deux), mais en réussissant à empêcher ce cortège en noir de prendre la tête.
- pendant tout ce temps, des propos on ne peut plus vifs seront échangés entre « rouges » et « noirs ».

C'est ainsi qu'aujourd'hui – comme pendant bien d'autres manifestations – des tensions se sont créées entre membre d'un cortège dit « autonome » (qui se ramène au concept politique d'autonomie ouvrière, ne l'oublions pas) et le service d'ordre de la CGT. Un marronnier, quoi. À tel point qu'à l'heure où j'écris ces lignes, le Daubé n'a même pas fait mention de ces tensions qui ont pourtant été vives sur la moitié de la distance parcourue par le cortège.

… une occasion de rebondir !

Pendant cette confrontation (qui n'a pas tournée à l'affrontement physique), des propos parfaitement affligeants ont été tenu. Des deux côtés.

Ces tensions étaient déjà attristantes lors des manifestations contre la « loi Travail » le printemps passé, mais la charge symbolique et historique de ce premier mai (récapitulé ci-dessus), peuvent être une nouvelle bonne occasion de penser qu'il serait bon de se rapprocher.

Révoltes / Luttes sociales

Mise à part la difficulté évidente de tenir des discussions intelligentes en manifestation, mises aussi à part les insultes homophobes que l'on entend (hélas surtout du côté de mes amis totos), et sans être exhaustif, je vais revenir sur certaines accusations qui se lançaient de part et d'autres.

À mes amis de la CGT :

- Dire des manifestations autonomes qu'elles sont violentes, que « nous » sommes violents parce-qu'on s'en prend aux aux symboles matériels de la société capitaliste, c'est accepter la confusion volontaire entre dommages matériels et agressions physiques, confusion entretenue par tous les médias. « Nous » infligeons des pertes matérielles et financières à ceux qui nous gouvernent. Ceux qui nous gouvernent ordonnent de nous faire casser la gueule pour ceci **[1]**. Les deux sont fondamentalement différents, et la confusion est entretenue, probablement à dessein.
- Non, cacher son identité, par des masques et en s'habillant en noir ce n'est pas faire le jeu de Marine Le Pen. Si cette dernière veut se saisir du prétexte de manifestations autonomes pour proposer de nouvelles lois liberticides, elles ne seront bien que des prétextes. Et quand on ne peut saisir un prétexte, on en trouve ou on en crée un autre.
- Non, chercher à cacher son visage ce n'est pas faire preuve de lâcheté : c'est refuser de devenir volontairement une nouvelle victime inconnue de l'appareil judiciaire et policier, sans même la « gloire » du martyr, alors qu'on tente juste de faire ce qui nous semble juste : taper dans les symboles des outils de l'oppression marchande. C'est ce que vous voulez faire aussi, pour la plupart d'entre-vous, mais par des moyens pas (encore) punis par la loi.
- Non, la police n'a évidemment pas toujours besoin d'une manif autonome pour faire sévir sa répression : relisez la partie historique en haut de ce texte si vous avez déjà oublié.
- Non, chercher un changement radical rapidement ne nuit pas forcément à perdre la possibilité de réformes à court terme **[2]**.
- Non, on n'est pas des fils de bourges qui venons nous encanailler. Et pire : répéter ceci, par contre, c'est vraiment faire le perroquet du FN dont l'une des passions est de fustiger les « bobos », quoi que veuille dire au juste ce mot fourre-tout. Oui, une partie d'entre-nous peut être étudiant (un nouveau mot pour dire « futur précaire »),

Révoltes / Luttes sociales

enseignant, chercheur, ou « fil·le·s de » certains de ces derniers. Mais nous sommes aussi (fil·le·s de) agriculteurs, ouvriers, aides soignants, chauffeurs poids-lourds, squatteurs, zonards, serveurs ou serveuses, etc. Certes, notre maintien dans l'anonymat ne doit pas vous aider à ne pas nous fantasmer, mais croyez-le de la part de quelqu'un qui vit ce milieu au quotidien depuis de années, et reconnaissez nous dans notre diversité et admettez notre part de représentation dans la contestation sociale.

À mes amis du cortège autonome :

- Non, vouloir faire une manifestation « tranquille » et/ou sans casse, ce n'est pas forcément vouloir cirer les pompes des flics et du patronat. Ça peut aussi être une méthode d'action efficace en fonction des circonstances. Si éprouver les solidarités et se sentir fort dans des actions de casse ou contre les flics est une excellente chose, une « simple » rando-merguez (végane) dans l'herbe peut aussi créer de liens forts, et peut permettre de faire du lien avec des gens qui ne peuvent ou veulent pas participer à des « actions » plus « déter' ».
- Non, le fait simplement de tenter de maintenir une manifestation calme ne suffit pas à faire de la CGT des fascistes : sinon, on pourrait vous accuser de même pour imposer des manif' à coup de pétards, fumigènes, et marteaux brise-glace à des gens qui ne sont pas forcément venus pour ça.
- Non, se « limiter » à ne pas faire Le Grand Soir là-maintenant-tout-de-suite et se contenter de la recherche de certaines réformes (amélioration de conditions de travail par exemple), ce n'est pas forcément refuser l'objectif de l'émancipation du travail à terme (certains cégétistes se limitent à ça, surtout parmi les cadres, oui, mais pas tous) **[2]**.
- Non, traiter les cégétistes de fascistes ou de « salopes » ne les fera pas réfléchir (vous êtes sérieux, là ? le gars qui leur criait « salope » non loin de moi, je lui aurais mis des claques).
- Non, les syndicats ne sont pas mathématiquement les ennemis de l'autonomie : en sont pour témoins ces compagnons anarchistes, syndicalistes, qui ont été exécutés et dont j'ai parlé plus tôt. Ils sont un outil parmi d'autres en vue d'un objectif.

Oui, on a des divergences de pratique. Oui, on a des différences d'horizon politique (plus ou moins proche).

Mais bordayl !
Est-ce qu'on ne bosserait pas mieux ensemble en reconnaissant la diversité des pratiques et des ambitions ?
Est-ce que, en particulier pour le premier mai, on ne pourrait pas laisser plus de place au souvenir des pratiques anti-policière et anti-capitalistes des compagnons morts ?
Est-ce que, en retour, on ne pourrait pas accepter de participer plus souvent « simplement » et collectivement à des marche plus plan-plan, le faire en noir ou pas, et venir partager par le dialogue plutôt que par l'action sur nos pratiques autonomes moins « offensives » ?

Est-ce que c'est vraiment si utopique et compliqué ? J'ai envie de croire que non.

(Et toutes mes excuses si ce texte peut paraître brouillon et contient des erreurs factuelles ou d'appréciation, il est un peu écrit sous le coup de l'émotion, et avec cette énergie)

* *
*

[1] Je ne me garderais d'ailleurs pas complètement d'être taquin au sujet de ce membre de la CGT qui, gratuitement et furax, voulait casser la gueule des porteurs de la banderole révolutionnaire (heureusement retenu par ses camarades au sang moins chaud). Je n'ai pas vu de tel déferlement de passion dans l'autre sens. Peut-être y en a-t-il eu sans que je les voie.

[2] Je vous invite les un comme les autres à lire « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme », d'André Gorz. Ce livre écrit en 1964 peut-être considéré comme un des textes clef de l'autonomie ouvrière, et il y est fait l'état de l'utilité des syndicats sous certaines conditions et en fonction des revendications.

Logement / Squats

EXPULSION DES EXILÉS DU VILLAGE OLYMPIQUE DU 1-3 RUE ARISTIDE BERGÈS

anonyme,
le 4 mai 2017

Ce mardi trois mai se tenait une cantine devant le squat du 1-3 rue Aristide Bergès. Ce bâtiment, vide depuis plusieurs année appartient au CHU de Grenoble, et venait d'être ré-ouvert par des militants du droit au logement pour héberger les exilés du village olympique, qui a brûlé il y a quelques semaines.

Une heure après le repas, plusieurs fourgonnettes ont débarqué en trombe dans la rue, et plusieurs escouades de policiers, déjà casqué, équipés, et matraque levée en ont surgit.

Blocage brutalement brisé par les policiers, à coups de gazeuse et de matraque.

De leur côté, les keufs ont essayé, en vain, de forcer la porte avec un bélier avant, devant leur échec, d'employer une masse et de défoncer des vitres et des barreaux de la porte d'entrée.

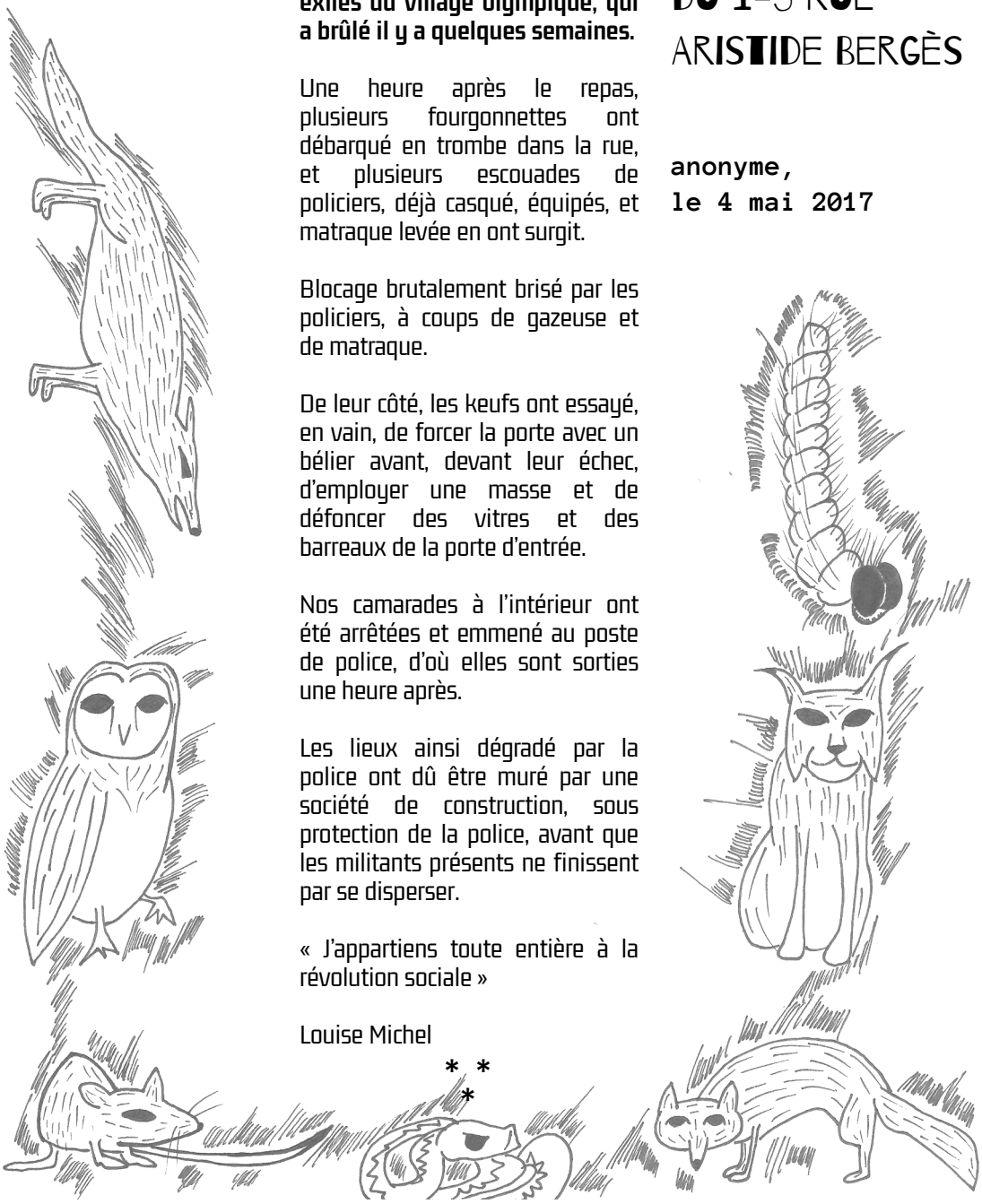
Nos camarades à l'intérieur ont été arrêtées et emmené au poste de police, d'où elles sont sorties une heure après.

Les lieux ainsi dégradé par la police ont dû être muré par une société de construction, sous protection de la police, avant que les militants présents ne finissent par se disperser.

« J'appartiens toute entière à la révolution sociale »

Louise Michel

* *
*



Révoltes / Luttes sociales

K-WAY NOIRS ET CHASUBLES ROUGES DOIVENT AVANCER ENSEMBLE

anonyme,
le 1 mai 2017

Appel à visibiliser la présence des syndicalistes au sein du cortège de tête, avec ou sans affrontements, pour faire mentir les médias, l'État et les bureaucrates qui voudraient nous diviser.

À Paris, le mouvement social contre la loi Travail n'a pas été, jusqu'au 12 mai 2016, le théâtre d'affrontements violents entre les manifestants offensifs et les autres, notamment ceux qui défilent au sein des cortèges syndicaux. Si quelques attitudes ont pu être à déplorer, notamment lors de la manifestation du 24 mars, les organisations syndicales, y compris au niveau de l'intersyndicale nationale, ne se sont jamais vraiment dissociés des « casseurs ». On a même vu une solidarisation très rapide avec les victimes des violences policières quelles qu'elles soient. Lors de la manifestation du 9 avril, partie de Stalingrad et censée rejoindre Bastille, un service d'ordre « spontané » composé de militants de la CGT et de Solidaires a même fermé le cortège pour empêcher les flics d'y entrer. Au Havre, les camarades de la CGT-Ports & Docks ont fait savoir à la préfecture que, à chaque fois qu'un lycéen serait arrêté et convoqué par la police, le port serait bloqué. Une attitude louable, étonnante au premier abord, qui a permis des manifestations solides, à l'unité plutôt chouette.

Jusqu'à ce 12 mai 2016… où des manifestants et le service d'ordre de l'intersyndicale se sont tapés dessus. Je ne reviendrai pas sur les motivations des uns et des autres, sur l'entêtement du carré des dirigeants syndicaux à vouloir garder à tout prix la tête de la manifestation, sur l'inconséquence de les caillasser ou de les qualifier de « flics » et de « collabos »… Et je n'ouvrirai pas, non plus, le débat visant à savoir si la déclaration de la préfecture de police était bien un piège tendu au mouvement social parisien, sur qui a donné le premier coup, etc. En revanche, comme beaucoup, avec ou sans carte syndicale, j'ai trouvé ça lamentable… Lamentable parce que contre-productif, parce que, pendant ce temps, les flics se frottaient les mains et nos gouvernants pouvaient se féliciter que, ça y est, enfin, l'unité de départ, certes fragile, pouvait commencer à exploser sérieusement. Nos ennemis rigolaient et trépignaient de joie pendant que certains se tapaient dessus et que les autres les regardaient, pris entre deux feux. En fin de manif, pourtant, la répression a bien montré qu'elle concernait tout le monde et qu'elle ne faisait pas la différence entre les manifestants : les cagoulés ont bouffé les gaz en même temps que les encartés, les camions syndicaux ont essuyé des tirs tendus de grenades et, sur le retour, après la nasse, tout le monde a subi les mêmes contrôles et les mêmes fouilles…

Ne tombons pas dans le piège une nouvelle fois. N'offrons pas aux flics et aux politiques le plaisir de nous voir saborder le mouvement social, n'offrons pas aux pontes syndicaux qui voudraient tant garder la bride sur les manifestations les raisons – même illégitimes – d'envoyer leurs services d'ordre cogner sur ceux qui ne veulent pas défiler comme eux. Ne stigmatisons ni

Révoltes / Luttes sociales

ceux qui font le choix de balancer des projectiles sur les flics ni ceux qui préfèrent le « confort » d'un défilé derrière les banderoles et les camions syndicaux (arrêtons les remarques du style « cortèges merguez de merde », c'est méprisant et ça ne sert à rien). Le mouvement social a besoin de toutes les forces militantes et son unité commence par le respect de la diversité des tactiques, des apparitions et des expressions.

Pour contredire les médias et l'État qui essaient de nous diviser entre bons et mauvais manifestants, pour faire cesser la tension montante au sein des cortèges, commençons par montrer aux flics qui encadrent et provoquent les manifestations, aux politiciens qui nous pointent du doigt et à tous les spectateurs, amis ou ennemis de notre classe, que, si, au sein du fameux cortège de tête il y a aussi des syndiqués, des syndicalistes. Que, non, le cortège de tête n'est pas ce groupe de personnes « en marge de la manifestation » qu'on lit dans les journaux, et que, si l'on peut discuter le principe de vouloir systématiquement prendre la tête – parfois au détriment d'autres composantes pourtant tout aussi légitimes –, sa présence traduit néanmoins l'envie de nombreux manifestants de s'exprimer différemment, en assumant une certaine forme de conflictualité et en refusant de laisser les flics nous impressionner ou nous conduire là où ils veulent.

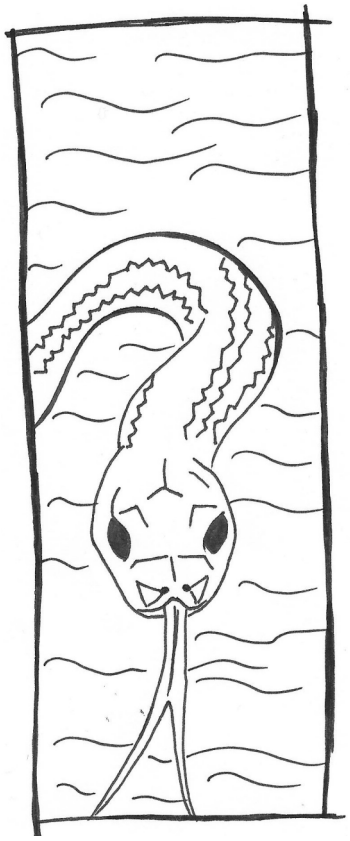
Alors, camarades syndicalistes déterminés, quand nous choisissons de rejoindre le cortège de tête, n'hésitons pas à garder nos chasubles, nos stickers, nos drapeaux et visibilisons notre présence. Non pas pour récupérer quoi que ce soit – ou alors, abstenez-vous –, mais pour donner tort à nos ennemis (ceux-là qui dirigent l'État, les médias bourgeois, les partis politiques) et aux intolérants sectaires en tout genre (ceux de nos organisations syndicales qui voudraient nous imposer leur respectabilité démobilisatrice ou les antisyndicalistes primaires pétris d'une pseudo-radicalité insurrectionnelle). Quand sur les photos du cortège de tête se côtoieront vraiment, fraternellement et en nombre, les K-way noirs Wanabee et les chasubles rouges aux logos syndicaux (qui, parfois, le temps d'un affrontement, peuvent aussi se retrouver sous un K-way…), alors nous les acculerons au mur de leurs manipulations et nous leur prouverons, notamment par l'image et le spectacle, mais aussi dans nos pratiques, que nous sommes bel et bien tous et toutes solidaires et que, au-delà des choix que nous avons fait, au-delà des structures au sein desquelles nous avons ou non choisi de nous organiser, nous sommes une masse unie, digne et prête à en découdre.

* *
*

Outils théoriques

NOS VIES NE RENTRENT PLUS DANS LEURS URNES

anonyme,
le 13 avril 2017



Nous qui, depuis notre plus jeune âge, regardons les élections par dépit, n'y comprenant à moitié rien, tellement nous sommes dépossédés par la teneur des débats. Nous qui sommes sommés tous les cinq ans de choisir par défaut plutôt que par entrain une position censée nous représenter. Qui avons vu la gauche mourir en 2002, avons perçu la peur du fascisme, avons vécu le sarkozysme décomplexé, nous avons été ému par des discours plein de promesses tout en les voyant s'évanouir face à la « complexité du réel ». Nous avons eu à chaque fois toujours un peu plus d'illusion qui s'en est allée, qui s'est fissurée, remplacée par de l'amertume, une colère ou une résignation. Même pour ceux d'entre nous qui, aujourd'hui, vont vivre leur première élection, nous ressentons déjà cette tristesse. Une tristesse tellement évidente. Qu'est-ce qu'il peut bien y avoir de commun entre nos existences et les palais du pouvoir ? Comment sentir une prise sur des décisions qui impactent nos vies à travers un simple bulletin ?

La société du smecta

Ils nous ont tellement fait le coup qu'on ne devrait plus être étonnés. Encore et encore les mêmes rengaines, répétées à longueur de temps. De débats en meetings, d'affiches présentes à chaque coin de rue, aux tracts distribués sur les marchés, nous voyons les mêmes exhortations stériles et séniles entendues mille fois, sur le ton du même moralisme indécent. Un ancien premier ministre se balade avec des costards qui valent une année de salaire tout en nous invitant à nous serrer la ceinture et à travailler plus pour résorber la dette. Un ancien banquier de chez Rothschild prétend savoir ce que « c'est de boucler une fin de mois difficile » et sort un bouquin qui s'appelle « Révolution » en ayant été ministre de l'économie à peine un an plus tôt. Une fasciste devenue « respectable » parle d'armer massivement la police et de cloisonner les frontières. Un ex du PS, hystérique et autoritaire, se rêve en porte-parole « anti-système » à grand renfort de rhétorique populiste pour nous vendre comme horizon « révolutionnaire » une sixème constitution... De toutes parts, le même vide politique. Chaque candidat tente de reprendre à son compte les idées de son adversaire, joue la surenchère, hurle plus fort en imaginant certainement que cela contribuera à le rendre plus audible. Tout le monde parle du « peuple », des « gens », comme d'une masse homogène à séduire et à conquérir. Pourtant, rien ne correspond plus à rien. Nous vivons des temps où cela ne signifie plus rien de se dire de « gauche » ou de « droite » tant les frontières ont été brouillées. L'extrême-gauche reprend à son compte l'idée d'une « France aux français », pendant que Le Pen se voit en figure de proue du combat pour les femmes. Le ciel nous serait-il tombé sur la tête ou cela signifie-t-il plus simplement que la classe politique est en train de mourir et cherche désespérément les moyens de sa survie ? Au-delà de ceux qui iront voter par

Outils théoriques

absence d'une autre perspective plus séduisante, les seuls qui semblent encore voir un horizon dans l'élection à venir restent ceux et celles qui ont encore quelque chose à protéger et à sauvegarder. Petits boutiquiers, entrepreneurs, propriétaires, partisans de l'ordre et militants de l'économie. La France qui se chie dessus et entend maintenir le statu quo demeure en première ligne et la grande mobilisation pour se choisir un nouveau maître. Pour les autres, les exclus des grands discours, celles dont l'existence est niée, ceux qui rêvent que les choses changent, il faudra repasser.

« On ne peut pas tromper mille fois une personne »

Il s'agit d'une banalité, et pourtant, à chaque campagne électorale, on nous ressort la même soupe qui repose sur deux axes forts : d'une part le pardon, de l'autre la promesse. Autrement dit, chaque discours se fonde sensiblement sur la même rengaine : « Pardon pour ce qu'on a dû faire, mais promis, la prochaine fois ce sera différent. » On nous incite à continuer à faire confiance à une caste qui a montré maintes fois son incapacité à comprendre nos aspirations. Mais cette incompréhension ne vient pas de nulle part. Nos gouvernants s'évertuent à vouloir gérer une population comme des monarques sur leur royaume, sans vouloir saisir que le « corps social » est une pure fiction, qu'il existe des différences économiques, culturelles, linguistiques, et que les « Français » ne sont qu'une abstraction. Comme parade à cette déconnexion totale, les uns se contentent de trouver des excuses à ce qu'ils ont fait, les autres promettent de faire « mieux ». Ces deux formes de discours sont agitées pour faire passer le monde politique comme un espace en dehors de l'histoire, où il serait possible d'effacer les passifs, les déceptions, les colères et les rancunes, en tirant un trait dessus pour repartir de l'avant. Et le pire réside sûrement dans l'odieux stratagème consistant à nous faire culpabiliser et à nous faire passer pour des idiots si nous n'acceptons pas de passer l'éponge. Tandis que les socialistes essayent d'effacer le mandat d'Hollande en jurant qu'on ne les y reprendra pas, les Républicains tentent de noyer leurs affaires scandaleuses derrière un écran de fumée. Macron nous promet lui de moraliser la vie politique, pendant que Le Pen nous vend son nouvel « horizon » dans une France déjà sous état d'urgence. La seule question qui mériterait sûrement d'être posée reste alors : jusqu'à quand supporterons-nous cette mascarade ?

Le bouffon, la brute et les truands

Il s'agit là d'une nouveauté qui nous parle de l'époque dans laquelle nous vivons. Pour la première fois dans l'histoire de la cinquième république, les deux partis traditionnels de l'échiquier politique français sont annoncés comme les grands perdants de l'élection à venir. Y a-t-il matière à surprise dans cette annonce ? Certainement pas, mais cela marque un tournant majeur dans la conception de la politique classique telle que nous l'avons connue depuis soixante ans. Le Parti Socialiste a commencé à faire naufrage depuis belle lurette, malgré sa victoire en trompe l'œil lors du dernier appel aux urnes. Il a certainement commencé à mourir un soir d'avril 2002, mais nous a imposé sa lente agonie avec indécence. Hollande a même cru nous attendrir en 2012, en déclarant n'avoir qu' « un seul ennemi, la finance ». On a vu ce que ça a donné. On a avalé la pilule, constaté que rarement un gouvernement de « gauche » avait mené de manière aussi outrancière une politique de « droite ». Expulsions massives de sans-papiers, mesures d'austérité, casse sociale assumée ouvertement, état d'urgence… A priori, on a compris. Quant aux Républicains, ils ont beau changer de nom régulièrement, cela n'enlève rien au fait qu'ils ne savent visiblement plus où se mettre, ni quel discours adopter. Leur adversaire traditionnel marche sur leurs plate-bandes, et le FN occupe déjà l'espace qu'ils cherchent vainement à (re)conquérir. Mais pas de panique, face à ces deux cadavres en décomposition, la relève est assurée. Nous nous retrouvons désormais face à un nouveau choix tout aussi peu attrayant et parfaitement écœurant. D'un côté, l'hypothèse d'un gouvernement purement technique et gestionnaire, faussement

Outils théoriques

rassembleur des décombres de la gauche et de la droite ; de l'autre, l'incarnation d'un fascisme qui se veut contemporain mais joue toujours sur les mêmes ressorts réactionnaires et xénophobes. Les repères paraissent soudainement bousculés mais il n'en est rien. Macron représente la synthèse moderne des vieux partis avec cette touche de management tellement actuelle. Un sourire colgate en façade et une pratique d'entrepreneur. Un pantin plat seulement « capable » de jouer sur la communication et sur une image de gendre idéal lisse et sans émotions. En marche vers un aplatissement total de la politique, dominée par une figure fictive qui nous présente un programme en forme de patchwork des différentes mesures phares des principaux partis. Au final, ce n'est que la continuité de ce qui s'est fait précédemment : mise en avant des nouvelles technologies, discours sécuritaire, mise au travail par la menace d'une suspension des allocations en cas d' « insuffisance des efforts de recherche d'emploi », éloge de l'esprit d'entreprise. Nous aussi nous aurons droit à notre version locale du mythe américain du self made man comme winner social. Mais au final, le seul objectif reste de gérer la catastrophe plutôt que d'en proposer une voie de sortie. En face, le FN a entrepris depuis une dizaine d'années une grande opération de lifting. Il est désormais devenue un interlocuteur responsable et possible. Des médias aux conseils municipaux, ses élus et militants ont maintenant pignon sur rue et le cul dans des fauteuils. Depuis le passage de Le Pen père au second tour de la présidentielle en 2002, les autres groupes politiques traditionnels ont cherché à limiter son auditoire et à recapter son électorat en usant de la même rhétorique, du même vocabulaire, du même discours sur la sécurité, les frontières, le « péril » représenté par les étrangers, sans se rendre compte que l'entreprise était vaine. Au lieu de s'y opposer frontalement, ils ont permis au FN de s'installer dans le paysage politique et, aujourd'hui, cela passerait presque pour quelque chose de normal. Pourtant l'accession au pouvoir du FN nous fait toujours peur. Mais ce qui est à craindre, ce n'est pas tant l'instauration d'un nouveau régime nazi comme s'évertuent à le penser une partie de l'extrême-gauche, mais plutôt la libération d'une violence fasciste dans la société et le quotidien. Une place étendue aux militant de l'ordre réactionnaire pour se déchaîner dans la rue, bastonner à tout-va marginaux et étrangers, une légitimité supplémentaire pour les voisins vigilants qui se rêvent en milice de lutte contre la « délinquance », une toute puissance accordée aux flics qui n'attendent que ça. Les chiens de la république qui grognaient et mordaient déjà vont péter leur laisse. S'ils se comportent déjà en bande rivale, ils pourront maintenant se croire comme les maîtres de la rue. Il en est de notre devenir-bavure. Au final, au lendemain des élections, quelle que soit l'option choisie, nous pouvons déjà affirmer que le capitalisme se mettra derrière les gagnants pour garder le contrôle. Les précaires seront toujours précaires ; les pauvres toujours pauvres, les exclus resteront en-dehors, la course à la consommation rythmera toujours notre vie, l'horizon d'une existence à trimer restera intact, ou empirera. La même misère affective et matérielle, la même solitude, le même état de crise dans notre rapport quotidien au monde.

« Nous ne sommes pas ici simplement pour constater qu'il n'y a plus rien à faire »

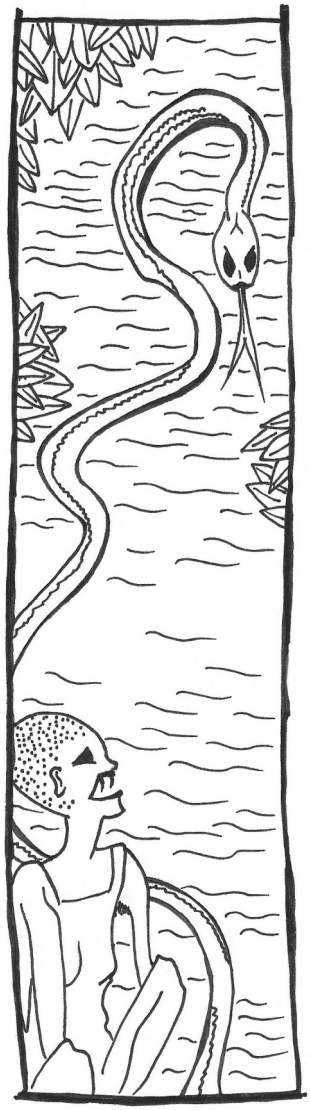
Ce monde part en cacahuète et nous n'en sommes que plus victimes. En fait, c'est leur politique qui part en cacahuète. Nous ne dirons pas tant mieux, même si nous sommes parfois heureux de voir comment ils se prennent les pieds dans le tapis. Nous ne dirons pas tant mieux, parce que ce serait trop facile de vendre un projet révolutionnaire comme d'autres l'ont fait, et d'affirmer que nous avons quitté le bateau. Nous n'en sommes pas là, nous ne sommes pas au dessus de la mêlée, et nous n'avons aucune alternative toute ficelée à proposer. Le vieux projet républicain est mort, et l'idée qui l'accompagne avec. Il n'y a que Mélenchon et son mouvement qui tentent encore de le raviver, à travers une offre clientéliste qui devrait répondre à tous les problèmes de la vie. Nous n'avons rien à offrir, mais nous avons tant à partager. Déjà se construisent des mondes bien réels autour d'entraides, de tendresses, de coup de main et de

Outils théoriques

confrontations. Leur mensonge, c'est bien de nous faire croire que dans ce monde qui glisse, l'alternative est possible en restant statique. En bas de la pente, il y a ceux qui crèvent déjà au fond du ravin. Et tout le long, ceux qui se battent pour garder leur place au soleil, pour défendre l'idée d'un vivre mieux. Qui peut affirmer que le bonheur qu'on trouve ne se paye pas parfois en monnaies bien sales ? There is no alternative, disait Thatcher. Nous n'y croyons pas, mais nous croyons par contre que la rupture avec ce monde existe déjà dans bien des endroits, parfois insoupçonnables, y compris en chaque être. Quand un berger héberge des migrants au pied d'une frontière, que des territoires entiers sont occupés contre des projets mortifères, ou que des agriculteurs se mettent à fabriquer eux-mêmes leurs machines en faisant la nique aux constructeurs de l'agro-industrie.

Le pari de l'autonomie

Nous avons le sentiment que nos vies nous sont volées, et nous voulons en reprendre le contrôle. C'est ce que nous appelons l'autonomie. C'est ce qui est déjà en chacun de nous et, parfois, jusque dans les gestes les plus anodins de nos quotidiens. Ce sont ces relations qui existent sans médiation, sans intermédiaire, par amour pour ses potes ou famille, qui n'ont pas besoin d'un intérêt matériel, ou d'une peur fabriquée de se faire pincer par les flics, le prof, ou le patron. Ces relations qu'on refuse d'abandonner parce qu'on ne veut



simplement pas que notre pote se retrouve dans la merde, parce qu'on connaît son histoire et qu'on a envie de soigner son avenir. Ça existe dans la rue, entre voisins, entre amis, entre camarades ou entre collègues. Ce sont des liens dont on se sent fier, qu'on ne peut pas lâcher comme ça car ils constituent qui nous sommes. Ces liens sont autonomes. Ils se tissent sans être validés par une autorité surplombante. La question ne se pose pas quand il s'agit d'aller voir un pote à l'hosto. Dans un bureau, deux collègues n'ont pas besoin d'un DRH qui leur dit quoi faire pour trouver des gestes d'entraide dans le quotidien de leur travail. Ces liens ne s'inscrivent pas dans le champ de compétences d'un CV, mais sont pour autant une énergie incroyable. C'est là qu'on ne laisse pas filer ce qu'on crée au profit d'un prétendu intérêt général. C'est là aussi où l'on cultive sa puissance : en s'ouvrant peu à peu, à la mesure de notre force. Ces pratiques, ces liens, sont présents partout. Parfois ils nous permettent de respirer et de nous émanciper, parfois c'est ce qui nous fait rester dans la merde que nous vivons. C'est d'ailleurs bien souvent grâce à eux que l'exploitation marche aussi bien. Les organisateurs du contrôle l'ont bien compris et cherchent à recréer de manière fictive ces liens : des « pots entre collègues », des parts de tarte dégueulasses « offertes » par le boss pour souhaiter la nouvelle année, des poufs « sympa » et des moquettes « détente » installés à côté de la machine à café, des soirées d'intégration aux

Outils théoriques

frais de la boîte. Les pratiques autonomes ont toujours été intolérantes à l'ordre et intolérables pour l'État et le travail capitaliste. Du moins, si elles ne sont pas contrôlées et, donc, faussées. Elles sont intolérables parce qu'elles refusent d'être gérées autrement que par ceux qui la vivent. En ce sens, elles recèlent le réservoir d'explosion des contrôles que nous subissons ou que nous exerçons parfois. C'est là que nous nous sentons bien, là que nous trouvons de la beauté, là que nous vivons. Mais c'est aussi là où nous pouvons faire péter la marmite. Quand ça arrive, il devient très difficile pour les pieuvres du contrôle de reprendre le dessus. Ce fut le cas dans bien des révolutions, dans bien des campagnes et dans bien des quartiers, c'est le cas à Notre Dame des Landes ou chez les Zapatistes au Mexique. Les îlots alternatifs ne représentent aucun danger pour le pouvoir tant qu'ils ne restent qu'une prison dorée. C'est en se liant que nous devenons dangereux. Parce que ce sont ces interdépendances qui nous rendent indispensables les uns aux autres et qui rendent, de fait, complètement inutile et inopérant l'exercice même du pouvoir. Qui a besoin d'aller au supermarché quand il produit lui-même ses légumes et profite déjà des céréales de son voisin ? Qui a besoin de faire appel à la police lors d'un conflit quand il connaît son quartier, l'histoire de chacun de ses habitants, ses parents, ses enfants.. Nous vivons dans un monde où nous sommes étrangers les uns aux autres, d'illustres inconnus perdus au milieu des métropoles. C'est précisément ce qui se situe entre les êtres, qui les sépare et les isole, que nous cherchons à reconstruire et que nous pensons comme l'élément premier d'une perspective révolutionnaire. Si on reprend l'exemple de la ZAD à NDDL, on déroule le fil logique de son territoire : un fort ancrage paysan lié à la création de la confédération paysanne dans la région, une histoire ouvrière de luttes au 19ème siècle et la Commune de Nantes, une tradition libertaire dans la ville tout au long du 20ème siècle. C'est en liant ces mondes, en faisant corps ensemble, que se vit la manifestation de réoccupation après les expulsions de 2012 à 40 000 personnes et qu'une cinquantaine de tracteurs s'enchaînent autour du lieu pris ce jour-là. Et c'est à partir de cette expérience, de cette rupture avec l'existant, qu'une société tente de se reconstruire. Ces réalités habitent déjà de nombreux territoires qui ne se revendiquent pas toujours en lutte et qui n'ont pas forcément l'écho d'une lutte contre un aéroport. C'est ce que Fianso produit lui aussi quand il tourne ses clips dans toutes les cités de France, de la Castellane aux Mureaux, et y reçoit un accueil toujours chaleureux, au-delà des divisions. C'est ce qui se vit dans certains coins reculés, de la Creuse au Pays Basque, et c'est cette diversité de liaisons et de sensibilités que nous appelons aussi autonomie.

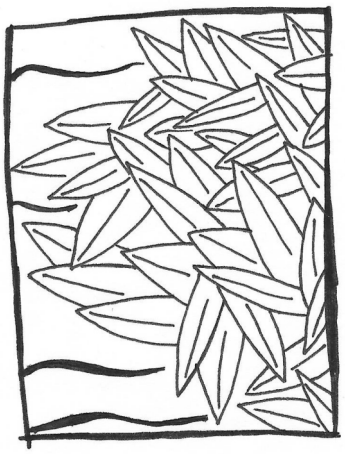
« Nous vivons des temps intéressants »

Déjà, tout un ensemble de personnes refusent la mascarade qui vient. Entartages, enfarinages, perturbations de meetings, attaques de permanences électorales, tags, textes, discussions, manifestations, banquets. S'attaquer à la classe politique, mettre des bâtons dans les roues de nos futurs dirigeants ne représente certainement pas une fin en soi, mais nous semble être un bon moyen de se trouver.

« Il n'est rien de plus invraisemblable, de plus impossible, de plus fantaisiste qu'une révolution une heure avant qu'elle n'éclate ; il n'est rien de plus simple, de plus naturel et de plus évident qu'une révolution lorsqu'elle a livré sa première bataille et remporté sa première victoire. »

Rosa Luxembourg

* *
*



LETTRE AUX RÉPUBLICAINS SUR LE SACCAGE DE LEUR LOCAL

anonyme,
le 21 mars 2017

Chers Républicains,

En découvrant votre local redécoré, vous aurez sûrement l'audace, ou l'indécence, de vous demander ce qui a bien pu motiver cet acte. Si cela ne semble pas assez clair que des gens puissent éprouver du dégoût à l'égard de votre politique et de vos discours, espérons que ces quelques lignes éclaircirons quelque peu la question.

Effectivement, il s'agit en premier lieu de dégoût. Nous n'oublions pas que vous êtes l'un des tenants de la politique de l'austérité, celle qui met les gens sur la paille, qui pousse au suicide ou à la dépression. Que vous étiez dans la rue, dans les « Manif pour tous », afin de défendre un ordre moral et catholique profondément réactionnaire.

Que vous vous accommodez fort bien de l'état d'urgence, qui vous offre l'opportunité de laisser aller vos relents racistes en défendant des politiques toujours plus sécuritaires (légitime défense des policiers, fermeture des frontières, on en passe et des malheurs). Que votre moralisme sur la délinquance nous fait bien rire, quand on voit le nombre d'inculpés qui composent vos rangs. Que l'idéologie que vous incarnez, c'est la mort de la diversité. Nous ne nous retrouvons pas, comme tant d'autres, dans votre schéma colonisateur et capitaliste de « la vie » : une famille blanche hétéro' et ses enfants, une existence à travailler, et surtout fermer sa gueule et accepter l'ordre établi.

Nous ne sommes pas dupes du fait que votre politique n'est pas bien différente de celle d'autres partis : comme eux, vous êtes les sentinelles d'un ordre marchand où c'est le fric qui régule les rapports humains ; comme eux, vous contrôlez le pouvoir de l'appareil d'état pour assurer vos petites magouilles sordides.

Le revendiqué

Mais alors, nous direz-vous, pourquoi ne pas exprimer ces désaccords dans le cadre réglé et traditionnel du jeu « démocratique » ? Parce que nous sommes du côté des précaires, des chômeurs, des sans-voix, des exploités, des sans-papiers, des dégenrés, et que nous avons d'autres formes d'action et d'organisation que les vôtres.

Le sabotage et la destruction matérielle ne sont que des formes parmi d'autres que nous employons chaque jour pour tenter de survivre ou de s'opposer au rapport de force que vous contribuez à imposer au quotidien à travers l'économie, le sexisme, le « racisme décomplexé », et votre monde sécuritaire et identitaire. Là où vous réduirez certainement cet acte à de la pure violence gratuite, nous y voyons un geste émancipateur, une manière d'exprimer notre colère et de soulager symboliquement une part de l'oppression vécue chaque jour. Au contraire, la violence, c'est votre ordre, votre mépris, votre indifférence.

Là où vous appelez à voter pour nous déposséder une fois de plus de notre capacité à agir, nous répondons que nous refuserons de déléguer une part de notre liberté, de nous soumettre à votre mascarade. Nous appelons plutôt à un renversement du rapport de force pour cesser de subir l'état des choses présentes. Cette nuit, nous nous en sommes pris à un parti, mais c'est tout l'appareil politique qui est visé. Nous appelons à la multiplication d'autres formes d'organisation et de ces gestes pour que la peur change de camp.

Merde à toute forme de gouvernement.
Pas d'élections sans révolte.

* *
*

« Grenoble est devenu une pépinière de l'extrême gauche radicale, de l'extrême gauche révolutionnaire ! »

Alexandre Roux,
Sous-chef des Républicains 38
Utopiste sous couverture

BIENNALE DES VILLES EN TRANSITION DE GRENOBLE : UNE TRANSITION ? CERTES, MAIS AVEC QUI ? ET VERS QUOI ?

Solidaires Isère,
solidaires.isere@orange.fr
le 11 mars 2017

Du 9 au 12 Mars 2017 se tiendra à Grenoble la biennale des « villes en transitions », nouvelle mouture des événements précédents centrés sur l'habitat durable. Le mouvement des « villes en transition » entend relever le double défi du Pic pétrolier et du dérèglement climatique. Ce mouvement voit la crise environnemental comme une opportunité pour rénover notre « modèle démocratique », poser les bases d'un modèle de « développement économique durable » et repenser le « lien social »…

Jusque-là, dans les mots et les termes, cette démarche pourrait intéresser favorablement l'union syndicale Solidaires Isère : avec, au niveau national, officiellement quatre millions de chômeurs, dix millions de personnes subissant la pauvreté, ou encore avec la destruction massive de notre environnement nous pensons aussi qu'une « transition » à toutes les échelles vers un modèle économique et social plus juste est urgente. Cet événement pourrait être l'occasion de donner la parole aux premiers concerné.e.s par la crise sociale et environnementale, de mettre en avant des acteurs politiques et économiques cherchant à rompre avec les modèles qui nous ont menés dans l'impasse. Mais…

Une biennale qui ploie sous le poids des acteurs privés.

Mais les choses se compliquent et les premières contradictions apparaissent clairement dès le départ quand on regarde la liste des partenaires de cette biennale ou encore les choix autours de la première journée du programme.
- Des partenaires privés fréquentables ? On y trouve entre autre le groupe Eiffage, qui use abondamment des paradis fiscaux, Aréa qui engraisse ses actionnaires avec des bénéfices réalisés sur des infrastructures autoroutières payées par le contribuable (privatisation des bénéfices/socialisation des pertes, la formule miracle du capitalisme libéral). Il y a également le groupe La Poste qui s'attache à supprimer massivement les bureaux de

Ville / Environnement

poste et a une sinistre notoriété en matière de souffrance de ses salariés. Dans toutes ces entreprises, nos syndicats alertent toute l'année contre les abus, des syndicalistes mènent des luttes, et subissent régulièrement la répression.

- Une école de management privée pour des enjeux collectifs et publics ? Grenoble école de management (GEM) est organisatrice du « festival de géopolitique sur le pouvoir des villes », un événement conjugué à la biennale. La place d'acteur de premier ordre d'une entreprise privée d'enseignement supérieure, incubatrice de l'idéologie patronale et des pratiques managériales, est choquante. De plus, on ne peut que rester circonspect à propos de la place du commissariat à l'énergie atomique (CEA) dans un événement où seront discutés les enjeux de la transition énergétique...

- Journée « pro »... pro-patronale ? La biennale débute le jeudi 9 mars par une journée « des professionnels » qui se déroule à la chambre de commerce et d'industrie (CCI), le lieu exemplaire des intérêts patronaux dans la ville. Au fil de tables-rondes comme par exemple sur « les métiers du futurs », beaucoup d'experts, mais jamais bien évidemment de syndicalistes ou de travailleu·rs·ses parmi les intervenant·e·s. L'« ubérisation » ou encore l'emploi « greenwashé » ne mériteraient-ils pas d'être présentés de façon concrète par celles et ceux qui vivent les conditions de travail produites et vécues ? Au risque de la critique, certes. et aussi au risque de propositions subversives.

Une transition vers quoi ?

Dans le texte de bienvenue du maire tout comme dans les descriptifs des différentes initiatives composant la biennale, le constat actuel à propos de la situation sociale nous semble euphémisé. Poser la question de la transition, et définir donc les « solutions » adéquates, à cette échelle comme à une autre, engage à un effort de lucidité :

- Une société inégale, des villes gentrifiées. Notre société et nos « territoires » sont confrontés à la machine à inégalités qu'est le capitalisme. Les habitants sont confrontés à la gentrification comme la population mondiale est confrontée aux inégalités Nord-Sud. La prédation écologique et sociale, qui mène à l'accroissement du réchauffement climatique et de la misère, est factuellement le produit de ce système. De ce fait, il convient de définir et de dire clairement en préalable si la transition escomptée souhaite en finir ou non avec ce système. Cela implique de poser au cœur de la question de la transition la question du régime de propriété, de la production des richesses et de leur répartition.

- Les enjeux communs confrontés aux solutions individuelles. Il y a un risque de dilution des enjeux collectifs globaux au fil des seules « bonnes pratiques » et des « solutions individuelles » ou en groupe restreint. Il est également à craindre une mise en avant de profils de « citoyens exemplaires » parce qu'ils en ont les moyens en laissant de côté (voire en discriminant par contraste) la majorité de la population n'ayant pas les ressources adéquates du fait de leur position sociale et des contraintes vécues et subies.

- La question démocratique, la question du pouvoir. Subsidiaire aux deux premières remarques, la dilution des responsabilités concrètes des décideurs actuels doit être questionnée. Le poids

Cet article vous est offert par la société Eiffage

EIFFAGE

des acteurs privés dans la vie démocratique (lobbying, etc.) est écrasant. une « entreprise » n'est pas un « membre de la cité » et n'a pas à être mis au même rang « ontologique » que les habitants. Cela implique de poser clairement la question du pouvoir et des contre-pouvoirs.

En effet, si ces éléments ne sont pas directement énoncés comme préalables, de quelle transition parle-t-on ? De « faire avec » ou « faire comme-ci » ? « Croire qu'on change pour ne rien changer » ? Ou alors définir une transition collective comme projet de transformation sociale et sociétale pour demain où les habitant.e.s serraient les acteurs principaux et redéfiniraient aussi les outils démocratiques ?

La démocratie sans le débat contradictoire ?

Nul ne niera qu'il y aura aussi quelques tables rondes intéressantes, des intervenants sincères et engagés, des ateliers, des animations et des projections de qualité. Mais le grand absent reste le mouvement social, et du même coup la contradiction et les revendications qu'il est capable de porter. Sa représentation sera bien faible et servira d'alibi à une prétendue initiative « citoyenne », dans le ton du temps. Deux exemples particuliers pour mieux illustrer le propos :
- Pic de pollution chroniques et urgence sanitaire. Pourquoi ne pas avoir organisé un débat entre les partisans et les détracteurs de la gratuité des transports en commun ? Son impact sur la pollution, le bien-vivre et le partage des richesses ?
- Plan d'austérité municipal et fermeture d'équipements publics. Pourquoi ne pas avoir proposé un forum contradictoire sur le numérique et les bibliothèques publiques ? Ou encore sur le service public d'aujourd'hui et de demain à l'échelle des villes et des métropoles ? De ce fait, la seule chance pour que s'expriment ces contradictions viendra probablement du public, sans garanties de débats aux risques du question-réponses ou de la dilution des prises de positions dans une vague tournée de micro. On ne peut que souligner que les choix qui composeraient une transition prendront toujours place dans un monde d'antagonismes sociaux. De ce fait le débat contradictoire est nécessaire pour une approche concrète et transparente de ces questions.

Le « off » de la biennale, foyer de bouillonnements et de luttes indispensables.

Mais justement, d'autres initiatives, en parallèle à la biennale sont proposées par des acteurs du mouvement social. Leurs initiatives et le bouillonnement des luttes sont indispensables :
- Une « semaine de la transition » à la Villeneuve,
- Une rencontre de Géopolitique critique, alternative aux rencontres de l'école de management,
- Diverses initiatives de l'assemblée des locataires, mal logé·e·s et sans logement, dont une Marche pour le droit au logement, le samedi 11 mars, à 13h30, arrêt grand place (Tram A), à laquelle Solidaires Isère participera avec enthousiasme. L'union départementale Solidaires Isère salue ces initiatives, qui incarnent à elles seules des réponses en actes aux critiques et aux limites que nous formulons vis-à-vis de la biennale des villes en transitions dans ce texte.

* *
*

Soupe politicienne

CARIGNON, SAISON 6 : « À LA RECONQUÊTE DU TRÔNE DES VERTS : A FEAST FOR CROWS »

(EXTRAITS)

anonyme,
le 23 février 2017

Consultant d'entreprise le jour, Carignon a toujours été militant la nuit. Rédacteur de guides touristiques, ou consultant pour des entreprises étrangères cherchant une piste d'atterrissage en France, il passe désormais une partie de son temps dans sa maison du Maroc. Dans l'attente d'un « vrai » retour ? Alain Carignon a souvent démenti avoir des « ambitions électorales » : « On ne se baigne pas deux fois dans un même fleuve. »

Source : Le Point 11 juin 2004.

Se faire élire malgré l'assentiment de son Parti

Après la fin de sa période d'inéligibilité Mister Carignon décide en 2002 de repointer sa face à l'UMP, ha non pas lui ! Si, si, si !!! Et il veut être le chef en Isère. Pour être élu malgré les casseroles il a recours à la bonne vieille méthode de l'entrisme : « En vieux routier de la politique, Carignon a alors entrepris ce qu'il a toujours su faire : passer des coups de fil, encarter les gens, raconte Philippe de Longevialle, patron de l'UDF iséroise ». « Les rangs de l'UMP sont passés de 1 200 noms (ex-RPR, UDF et DL cumulés) à près de 3 200 adhérents. Les fidèles de l'ancien ministre, jusque-là regroupés dans une association, ont pris d'assaut l'UMP ».

Carignon prend la tête de l'UMP 38 puis il réorganise l'appareil. Il crée une branche « jeunes », qu'il confie à un étudiant RPR de la fac de droit, ancien militaire de l'infanterie de Marine Le Pen : Fabien de Sans Nicolas, qui sera promu responsable des « Jeunes populaires » au niveau national, en 2005.

Deux amis de poids l'aident aussi à passer les échelons. Le premier c'est Thierry Kovacs, maire LR de Vienne et de Vienne Agglo et président de la fédé LR Isère. Le second c'est Nicolas Sarkozy qu'on ne présente plus. Malgré l'opposition d'Alain Juppé, alors chargé de la création de l'UMP, il intègre grâce au soutien de Nicolas Sarkozy le nouveau parti de droite en 2003. « Nicolas

Sarkozy est à peu près le seul à m'avoir conservé son amitié ».

Avec la même méthode des adhérents « magiques », méthode que l'UNEF connaît bien, Carignon parvient à être le candidat UMP de la première circonscription de l'Isère pour les législatives de 2007 et sort du ring Richard Cazenave. Les effectifs de l'UMP Isère passent alors de 700 à 1700 et des grands-pères aux petits-fils, les proches de Carignon encartent tout leur entourage. Trente-trois membres des familles sont enrôlées, ils totaliseraient, à elles seules, 174 cartes. Soit plus de cinq par foyer (voir le Postillon).

Mais le passé est encore trop présent et Cazenave comme De Longevialle (UDF) appel à voté contre l'élu du parti et c'est Geneviève Fioraso (PS) qui l'emporte. Un échec ralentissant l'ascension sans la stopper.

En 2009, son dynamisme est mis au service de son ami Brice Hortefeux, le ministre de l'Intérieur. « L'ancien maire de Grenoble se présente comme « conseiller politique à titre amical », « une fonction bénévole ». Au ministère de l'Intérieur, on précise que M. Carignon n'a reçu aucune mission,

Soupe politicienne

ne figure pas dans l'organigramme, mais joue le rôle de « visiteur du soir », de « boîtes à idées », à la manière d'un Alain Minc auprès de Nicolas Sarkozy ».

Et voilà notre nouveau Carignon, tout beau tout neuf, blanchit par ses comparses, prêt à en découdre.

En 2016
Carignon avance ses pions

En mars 2016, il prend la tête d'un comité de ville des Républicains 38, constitué via la réunion des représentants grenoblois des deux comités des première et troisième circonscriptions de l'Isère du parti LR, afin de « faire entendre la voix des Républicains dans le débat municipal et contribuer à l'élaboration d'un projet alternatif ». En gros ce « comité grenoblois LR » hors du sérail municipal fonctionne comme un lobby. Disposant de l'argent du parti, mais n'ayant aucune responsabilité à la mairie, c'est avec minutie et énergie qu'il construit petit à petit une autre droite, une droite Carignoniste en opposition à la droite « molle » élue à la ville : plus réac(tif), plus agressive, plus polémiste, passant allègrement les lignes jaunes, comme avec l'affaire des tracts et affiches « Wanted ».

Ceux-ci laisse entendre que les deux dernières municipalités ont ruiné la ville de Grenoble (mais serait-ce pour autant un choix plus sain d'élire l'as de la flambe aux prochaines élections ?).

La stratégie de Carignon est claire et elle nous est donnée par son comparse Adrien Fodil, une des éminences des LR 38 : « Faut pas se leurrer, c'est un handicap [les anciennes affaires] mais la population grenobloise change vite et tout ne reste pas en mémoire. Si on peut récupérer 10% des voix qui nous ont échappé pour le FN, on gagne en 2020 face à la désunion de la gauche. »

Source : Article de Rue89 « À Grenoble, Alain Carignon tente un retour en « trumpisant » le débat public » daté de septembre 2016.

Voici quelques-unes des tactiques employées par ce vieux loup de la politique :

Une présence sur le web agressive et dissimulée

Le blog personnifié de Carignon étant mort et enterré depuis novembre 2007, voici sa nouvelle mouture : Grenoble Le Changement. Mais au fait, c'est quoi qui change ?

Dans le fond, rien : toujours les mêmes arguments de comptoirs, toujours la même attitude réac et hautaine, surfant au gré du vent et des luttes sur le mécontentement et la colère. Du TF1 quoi. C'est petit et mesquin comme un rire fuyant d'un Méchant de film d'horreur. Aucun argumentaire de fond, tout est dissimulé : « Collectif de citoyens Grenoblois et de militants qui souhaitent que la ville change ». Et notre cher Carignon en vient à faire lui-même des articles, très

Soupe politicienne

fouillés certes, sur les merdes de chien, les détrituts dans la ville ou les punks à chien. « Ah ouais bah envoie ça à Carignon. [...] Il est tous les jours dans la rue à prendre des photos. Il va loin hein, il a fait une vidéo de deux trois minutes où il filmait les merdes de chien au Jardin de ville pour montrer que c'était mal entretenu. On reconnaît ses chaussures sur la vidéo c'est assez drôle. Ah non il est à fond ! », raconte Clément Chappet. Bref, on vous laisse jeter un œil.

Le site (et ses membres ?) est très proche du collectif « Grenoble à cœur ». Grenoble à cœur c'est un mouvement que l'on pourrait qualifier de « poujadiste » (mouvement de commerçants et d'artisants de classe moyenne, mouvement de droite). Ce collectif se mobilise contre un des projet phare des écolo' : la piétonnisation du centre-ville. Les commerçants pensant qu'il y aurait plus à perdre qu'à y gagner pour leur commerce. Malgré les recours et les pétitions, la mairie et la Métro (qui détient la compétence des transports) lance le projet « Cœur de ville, Cœur d'agglo » (CVCM). Les travaux commencerons en février avec la fermeture définitive de la circulation sur le boulevard Agutte-Sembat.

Bien sûr le site Grenoble Le Changement en profite pour fustiger la politique « écolo-bobo » des Verts/PG et de son prétendu noyau dur Piolle/Avrilliers/Comparat en reprenant un article du site des Républicains 38 : « Les grenoblois qui sont de plus en plus en colère ne mesurent peut être pas encore pourtant à quel point ils sont dirigés par les idéologues les plus fermés, les plus obtus dont aucun ne sait ce qu'est une fin de mois hors du système public. »

Source : article issu du site web « Les Républicains 38 : « Fermeture de Grenoble : la municipalité refuse l'étude ».

C'est sûr que Carignon les connaît bien, les fins de mois difficiles hors du système public dans son petit bouleau de cadre dans une société bidon et les vacances dans son riad à Marakech !

Mais la revanche n'a pas de prix. C'est au tour de celles et de ceux qui le critiquaient d'être dans la majorité municipale et de s'en prendre plein les dents. Notamment pour le fougueux et procédurier Raymond Avrilliers, un de ceux qui avait soulevé un bon tas de merde puante à l'époque des fastes de Carignon.

Ce sujet mériterait un article à lui tout seul mais nous, revenons à nos moutons.

Éric Piolle serait un méchant bétonneur comme ses prédécesseurs PS. De cela on n'en doute pas. Non qu'il soit « méchant » mais plutôt bétonneurs. Les Verts/PG n'ont rien fait pour arrêter le projet GIANT sur le polygone scientifique, ils l'ont même promut. Mais de grâce monsieur Alain, vous n'avez pas de leçon à donner dans ce domaine vous qui vous vantiez de la construction de

ALL MEN

Soupe politicienne

MUST DIE

méga-structures immobilières bétonnesques et dévorantes (Europole, Musée d'art comptemporain, rond-point de Grand Place... et le projet de tunnel sous la Bastille !), vous qui n'avez pas hésité à filer des marchés public à vos amis du BTP (les groupes Bouygues ou encore Lyonnaise des Eaux voir les années Carignon épisode 5) vous et votre pote M. Jean-Guy Cupillard tombé en 1997 dans l'affaire de « l'or noir ».

Bref on l'aura compris. Ce site là, Grenoble Le Changement, essaie de faire passer un chat pour un chien. Et ce n'est pas tout.

Le ton employé est péremptoire comme-ci on avait à faire à des experts de la politique face à des « amateurs » à la municipalité actuelle. Celle-ci est traitée de « totalitariste » ou encore « République Populaire ». C'est avec un savant mélange confusionniste à base de vieilles peurs réactionnaires anti-communiste, d'une rhétorique « lutte des classes » merdique des prolots blancs-contre-les-bobos-au-pouvoir, de mensonges gros comme des camions et de récupération de la grogne populaire que cette équipe compte conquérir le trône.

Soral et ses amis sont beaucoup plus malin et attendent gentiment dans leur coin que la sauce monte... D'ailleurs après l'invitation par les Républicain 38 et EGR38 (présidée par Adrien Fodil, encore lui.) d'Éric Zemmour lors d'un « débat d'idée » au Prisme, on pourrait se poser la question d'un rapprochement tactique entre les LR et une partie de la mouvance confusionniste et des « nouveaux réac ».

Allez voir le contenu du débat sur leur site : on se croirait à un meeting du FN ! Racisme, islamophobie, Réac' pur et dur assuré ! Ça sent vraiment pas bon du côté des Républicains.

Ce débat mériterait aussi une analyse approfondie, qui est preneur sur Indymedia Grenoble ?

Mais au final on est pas très surpris. Déjà en 1986 sous Carignon, le journal municipal doit être retiré de la vente pour des propos quasi-racistes et antisémites. Ou encore en 1987 quand Carignon aurait essayé de racheter le journal Minute ! avec la thune de Marc-Michel Merlin, en vain. (voir page 55 dudit dossier).

Les accointances entre LR et l'extrême droite sont nombreuses, par exemple, Aymeric Sol, le président de l'UNI38 (syndicat étudiant d'extrême droite) fait aussi parti des Jeunes Républicains 38. D'ailleurs de la bouche même d'un jeune républicain les 50 000 euros votés par la majorité de droite du conseil régional à l'UNI sont un cadeau lié aux accointances entre LR et UNI « Ils ont coupé plein d'assos qui étaient bien politisées pour donner à des assos de droite... C'est du clientélisme mais tout le monde fait ça ».

Soupe politicienne

Refaire vivre l'idole des vieux

Faire revivre l'Esprit Carignon passe par d'un côté le ré-encartement d'anciens adhérents partit après la chute du Boss : « Chaque samedi, je [Henri Baile, ancien secrétaire adjoint chargé de la culture de Grenoble, sous l'ère Carignon] convoquais l'équipe dans une salle des fêtes, se souvient-il. On faisait le point sur le nombre d'adhésions engrangées. Je remontais les bretelles des moins performants » et de l'autre trouver de jeunes poulains ambitieux. La fac de droit(e) est un terreau idéal pour ça.

Et après ils viennent nous bassiner avec leurs histoires de radicalisation... Il faut dire qu'elle est bien mieux socialement accepté quand on est rasé de près et qu'on ponte une chemise blanche bien repassée par bobonne, la bonne, ou par maman.

En tout cas, avec un casting comme ça, on peut s'attendre à voir les jeunes loups bouffer les plus vieux et plus rancis qu'eux (qui, malgré leur lourd bagage sont encore trop contents de pouvoir profiter de leur pouvoir d'adoubement) dans les années qui viennent.

Brasser un réseau d'assos, de groupes d'idées, de Facebook et de collectifs bidons

L'assos de Fodil, EGR, 38 qui ne sert qu'à organiser des soirée pour le Boss, où encore le BDE droit de la fac qui est sous le giron des LR, ainsi que l'association de toute à l'heure, Grenoble à Cœur.

Il y a aussi le blog de Tarantini ou le Facebook mondain de l'association mondaine « les amis de la Cinquième (circonscription de l'Isère) » qui organise des dîners-débat de droite entre mondanité de droite. Et qui se cache derrière ce Facebook « Piolland » ? C'est un ramassis de faits divers, et de ragots de mégère façon Daubé... et peut-être un petit article pour Indymedia Grenoble s'te plait !

Des comptes Facebook dégueux comme celui-là, il y en a à la pelle. Il y a vraiment une boulimie virtuelle chez les Républicain et nous on en a plein les reins de fouiller la merde. Avis aux amateurs des réseaux sociaux...

On pourrait se demander « qu'est-ce qu'ils cherchent donc à faire ? ». Une des réponses que l'on pourrait donner c'est qu'ils essaient d'être de partout, omniscient, mais de façon assez médiocre on vous le concède. La politique à Grenoble c'est un terrain de guerre, occuper les points stratégiques, faire de la reconnaissance, créer des têtes de ponts, se faire des alliés, prendre l'or, faire de la propagande... Mieux que les élections présidentielles, les prochaines élections municipale vont être un spectacle au sommet !

Soupe politicienne

Collecter des fonds pour le « projet » Carignon

Carignon sait qu'il ne suffit pas d'avoir la plèbe dans sa poche pour avoir de l'influence sur Grenoble. D'après l'article du Postillon « Avec le fan-club de Carignon » , « Alain Carignon organise en ce moment des réunions non publiques. C'est sur invitation avec des cercles assez restreints d'avocats, de responsables d'agences immobilières et compagnie ». Flatter la bourgeoisie de l'agglo, lui faire comprendre que c'est le meilleur candidat pour Grenoble, trouver des membres influent près à se mettre sur les listes et retrouver les mécènes d'antan. Il sait où trouver le fric, lui qui, en 1989 à eu la campagne électorale (municipale) la plus chère de France (24 millions de francs) Il prépare soigneusement le terrain avant de sortir les griffes. voilà à quoi s'amuse Carignon pendant que ses jeunes font le sale boulot à base de tweets, d'article pas top et de colle pas fraîche pour leurs affiches.

Conclusion provisoire

Malgré ses innombrables casseroles (les a t'on toutes découvertes ?), Carignon fait toujours partie des huiles de la droite française. Une retraite à Marakech n'est pas encore envisagé. C'est au moins une qualité que l'on peut pas lui enlever, il est increvable ce type !

Peut-être le verra-t-on aux législative en juin de cette année ou plutôt aux municipales de 2020 ? On n'en sait trop rien mais il faut prendre la menace Carignon au sérieux. Les présidentielles et son atmosphère nauséeuse approchant à grand pas, Les Républicains et tous les réac' politiciens vu les temps qui courent ont un coup important à jouer à Grenoble, Fillon ou pas au pouvoir. Et nous qui ne voulons ni d'écolo de façade, ni de représentants politiques charismatiques et/ou mafieux, ni même de représentants tout cours, qu'est-ce que nous faisons ?

* *
*

La version intégrale de cet article, ainsi que les notes, sources et références sont trouvables sur le site internet d'Indymedia Grenoble.

Sciences / Nécrotechnologies

MODE D'EMPLOI POUR DÉMONTER UN COMPTEUR LINKY ET REBRANCHER UN ANCIEN COMPTEUR

anonyme,
le 23 février 2017

Attention, danger

Débrancher un compteur communicant demande de la prudence. Il faut de sérieuses connaissances en électricité, sans quoi cela peut se révéler dangereux. Faites appel à des gens compétents.

L'ancien compteur

Avant toute chose, il faut avoir pu garder son ancien compteur. C'est le cas si vous l'aviez bien barricadé (par exemple en soudant des barres métalliques autour) et si les sous-traitants de Enedis n'ont pas pu l'enlever.

Sinon, trouvez un ancien compteur ou achetez-en un à réinstaller ; mono-phasé - ou triphasé selon votre abonnement. Voyez votre facture. On vend des compteurs neufs sur des sites comme Manomano pour les modèles anciens, et de nombreux autres sites proposent des compteurs de deuxième génération (électroniques). On en trouve aussi d'occasion sur les sites de revente.

Démonter le Linky

Pour déposer le Linky, on peut être amené à le déplomber si on ne peut pas remplacer la platine (planche) sur laquelle est fixé le compteur. Il est évidemment préférable, pour des raisons légales, de ne pas déplomber. Travaillez avec des gants isolants, des lunettes de protection et des outils isolés.

1) Coupez votre disjoncteur dans votre maison pour ne pas être en charge, afin d'éviter un flash dans le point 3 ci-dessous.

2) Repérez ce qu'on appelle « la grille » EDF qui supporte les fusibles EDF. Ceux-ci déterminent votre puissance souscrite. La grille se trouve en amont du compteur, soit dans la colonne de l'immeuble, soit dans votre coffret.

3) Déplombez-la et retirez en premier le fusible de la phase, puis ce qu'on appelle la barrette de neutre.

4) Vérifiez que votre domicile n'est plus alimenté, en réenclenchant votre disjoncteur et en allumant une lampe. Si vous avez un testeur de tension, vous pouvez aussi l'utiliser sur une prise, en position « voltmètre ». Rien ne doit briller ! Ou alors vous avez coupé le courant du voisin...

5) Cette vérification faite, rabaissez votre disjoncteur.

6) Démontez la platine (planche) sur laquelle est fixé Linky, pour avoir accès aux branchements à l'arrière.

7) Débranchez les fils sous le fusible et la barrette neutre sur la grille EDF.

8) Côté compteur : repérez bien l'ordre et les couleurs du branchement. En principe, à gauche la phase rouge ou marron ou noire ; puis le neutre bleu qui arrive de la grille EDF ; puis le neutre (bleu) qui repart vers votre domicile ; puis la phase rouge ou

Sciences / Nécrotechnologies

noire ou marron qui va aussi vers le domicile. On trouve le schéma sur Internet ou sur le capot qui cache les vis de serrage des fils.

9) Coupez ensuite ces fils au ras du compteur si vous n'avez pas déplombé, sinon débranchez-les.

10) Enlevez le Linky et fixez votre propre compteur.

11) Rebranchez les fils dans le même ordre qu'avant démontage du compteur (cf point 8).

12) Remettez la barrette de neutre en premier sur la grille EDF puis le fusible. Cet ordre est important pour votre sécurité. Refixez le capot de protection.

13) A ce stade, vous pouvez réenclencher votre disjoncteur chez vous et vérifier que votre compteur tourne dans le bon sens, sinon cela voudrait dire que vous avez confondu votre gauche avec votre droite....

14) Il vous reste à bien relever les chiffres inscrits sur le nouveau compteur avec la date et l'heure de votre intervention, ceci en vue d'embrouilles avec EDF, afin qu'on ne puisse pas vous accuser de fraude.

15) Dernière manipulation : barricadez votre compteur. Et empêchez qu'un compteur Linky puisse être fixé au dessus ou à côté.

Pour cela, soyez créatifs. Si possible, la soudure est la plus efficace. Il serait dommage que Linky revienne une semaine plus tard au même endroit. Voir la photo ci-dessous.

Remarque : On trouve des compteurs neufs chez les grossistes en matériel électrique qui les vendent comme sous-compteurs pour les particuliers (plusieurs appartements dans une même maison). Si vous voyez des bâtiments promis à la démolition, récupérez les compteurs avant qu'ils ne partent à la casse.

Nous vous conseillons, une fois tout cela terminé, de ne pas abimer le Linky (c'est tentant) et de le ramener rapidement au centre Enedis le plus proche pour ne pas être accusé de dégradation.

À vous de jouer.

Post scriptum :

Si vous ne pouvez pas utiliser de soudures pour protéger votre vieux compteur, voici une autre méthode.

Il s'agit d'interdire l'accès et le démontage des vis plombées qui tiennent les capots de compteur en place. Donnez un coup de perceuse avec un foret de 5 mm sans abîmer les plombages, puis comblez le trou avec de la pâte à souder à froid. C'est facile et pas cher. En soldes, on trouve des boîtes de 4 ou 5 boulettes pour moins de 5 € en GMS et on peut faire deux compteurs avec une boulette.

Cela permet au minimum de retarder la dépose du compteur.

* *
*

Dédicace à Patrice Faubert

ADRESSE À LA CENSURE MODÉRATION

Patrice Faubert,
puète, pouète, peuète,
paraphysicien
le 25 juillet 2016

Me voilà
Censuré sur Indymedia Bruxelles
Qui à ma censure était pucelle
Mais voilà
Suis pas politiquement correct
Car toute conformité me débecte
Mais voilà
Suis pas conforme
Car tout doit avoir une forme
Et même à la poésie
Je suis de l'anarchie
En dehors des idéologies
Cela dérange les acquis
En dehors des religions
Contre moi, toutes les traditions
Contre moi, toutes les censures, toutes les modérations
Qui dénonce toutes les panoplies
Aura le monde entier contre lui
Le dogmatisme religieux
Le dogmatisme idéologique
Le dogmatisme philosophique
Le dogmatisme scientifique
Le dogmatisme politique
Qui ont tous des dieux
C'est moi, toi, ils, elles, eux
Ainsi, rien ne change jamais
Aucun dogmatisme ne mérite le respect !
Il faut pourtant
Déranger nos certitudes
Il faut pourtant
Déranger nos habitudes
Douter de tout
Car tout est devenu fou
Comme aussi bien souvent
Du militaire bien plus que militant
Militant militaire
Militaire militant
Ou alors c'est un révolutionnaire
Qui veut balayer toute cette poussière
Pas de censure, rien est à taire
C'est pourtant évident
C'est le non-dit qui fait le conflit
La censure veut castrer toutes les envies
Avec des rubriques arbitraires, des cela, des ceci
La séparation n'est pas l'anarchie
Pourtant
Où l'on devrait pouvoir s'exprimer

Dédicace à Patrice Faubert

La domination a bien su tout confisquer
La domination gauchiste
La domination fasciste
La domination stalinienne
La domination de toutes les bureaucraties
C'est beaucoup moindre sur les sites de poésie
Les visages de la domination capitaliste
Comme pour un mariage, une liste !
La contre-révolution
Est présente aussi dans les manifestations
Avec des bureaucrates militantes et militants
Des hiérarchies et des organisations
Le plus souvent
Mais l'ennemi commun, le gommant
Des gens
Qui ne peuvent pas se voir en peinture
Fausses alliances pour que cela dure
Oui, je me me répète
Oui, je me végète
Le capital
C'est l'extrême gauche
C'est la gauche
C'est la droite
C'est l'extrême droite
Je comprends que cela nous dérange
Je comprends que cela vous dérange
Et sans hypocrisie
Le massacre serait général
Tout le monde croyant avoir raison, c'est fatal
Le capital est une détestation globale
Du copinage superficiel, mais pas d'amitié,
Mais pas d'amour
L'aliénation généralisée,
C'est du lourd
Et trop de chefs, de leaders, de mandarins
Dont nous sommes les crétines et les crétins
De tout, je suis le petit canard, ô vilain !
Et le sentiment d'inappartenance
Où que j'aille
En rien, il ne faut être ouaille
Sinon, ouille, ouille, aïe, aïe
Et l'on me censure, et l'on me rature
Elle déplaît tant mon anti-écriture
Mais cela m'amuse
Je le dis sans aucune ruse
Cela n'est pas une tragédie
Car partout, la vérité on la vomit
Je ne cherche pas à plaire
Je ne cherche pas à déplaire
Mais le fascisme,
Mais le libéralisme,
Mais le gauchisme
Mais le stalinisme,
Mais le militantisme,
Mais le syndicalisme
Voilà bien divers aspects de la contre-révolution
Du capital ce sont des incarnations
Il y aurait donc une guerre civile
Dans la guerre civile
Les gens de la rue ne sont pas si imbéciles
Et toujours des pions du capital
Infiltrés dans toutes les organisations
Pour ainsi, sans cesse, préparer sa résurrection
Pions staliniens, pions libéraux, pions nazis, pions fascistes
Pions démocrates, pions gauchistes, pions faussement anarchistes
Pour la fabrique capitaliste
Et donc, à bas les partis, à bas les syndicats, à bas les organisations
Où l'on ne recherche que la domination
Pour enfin que vienne et vive la révolution !

* *
*

Solidarités internationales

VENUE EN FRANCE DEPUIS LE VÉNÉZUELA

anonyme,
le 3 mai 2017

Je serai en France du 6 juin au premier septembre de cette année, durant lesquelles je bosserais et ferais des vidéos débats sur la situation du Vénézuela et le mouvement anarchiste vénézuelien pour collecter des fonds pour acheter un serveur qui restera connecté en France et soutenir l'achat d'un vieux ciné pour en faire un Centre Culturel Libertaire dans les Andes.

Je suis un des promoteurs et fondateurs d'Indymedia Vénézuela et du portail web Contrapoder ainsi que membre de La Libertaria et du Réseau Anarchiste Vénézuelien (Red Anarquista), pour tout contact écrivez moi à :

lalibertaria@riseup.net

ou

https://twitter.com/LaLibertaria23

Je suis intéressé pour être présent avec stand sur des festivals et concerts.

* *
*

Solidarités internationales

L'ÉTAT GREC FAIT LA CHASSE AUX MIGRANT·E·S ET À LEURS SOUTIENS ANARCHISTES À ATHÈNES

Relations Internationales de la CGA,
relationsinternationales@c-g-a.org

le 11 mars 2017

Le lundi 13 mars 2017, au petit matin, les forces de répression grecques ont envahi les squats « Scholeio » (École) et Villa Zografou, deux lieux emblématiques de la solidarité avec les migrant·e·s et du mouvement libertaire à Athènes. Le premier hébergeait, en effet, 127 personnes réfugiées et migrantes, dont une cinquantaine d'enfants. Tou·te·s ces gens ont ensuite été envoyé·e·s dans des taules pour migrant·e·s dont l'installation a été décidée pour la plupart par les autorités européennes. Le deuxième lieu était occupé par un collectif anarchiste depuis fin 2011, qui y proposait de nombreuses activités politiques et culturelles en dehors des rapports marchands et autoritaires. Sept camarades ont été arrêté·e·s à cette occasion.

Ces attaques s'inscrivent dans la désormais traditionnelle lignée de répression contre les lieux de vie et d'organisation ouverts par le mouvement anarchiste grec. Fin décembre 2012, début janvier 2013, l'État grec, déjà fort de l'expulsion du squat Delta à Thessalonique en septembre 2012, avait établi un plan d'expulsions qui concernait une quarantaine de lieux autogérés, organisant en parallèle une grande campagne de diffamation contre ces foyers de résistance. Les squats historiques de Villa Amalias (ouvert en 1990) et Lelas Karagianni 37 (plus vieux squat de Grèce, ouvert à la fin des années 80, réoccupé depuis), ainsi que le squat Patision 61 & Skaramaga, qui avait été ouvert suite au mois insurrectionnel de décembre 2008, et la radio anarchiste 98FM, en avaient alors fait les frais et c'était la mobilisation historique du mouvement anarchiste qui avait fait reculer l'État par rapport à ces plans initiaux. À l'été 2016, à l'issue du camp NoBorder qui s'était tenu à Thessalonique et avait permis l'ouverture de lieux d'accueil auto-organisés pour les migrant·e·s, le gouvernement de l'autoproclamée « gauche radicale » SYRIZA avait aussi fait expulser trois squats (Orfanotrofeio – « orphelinat » – , grand bâtiment de l'Église orthodoxe laissé à l'abandon, squatté et re-squatté à plusieurs reprises par le mouvement anarchiste ; celui de l'avenue Leoforou Nikis ; et le squat Hurriya – « liberté » en arabe). Enfin, le squat « Anoixto Trito » (Troisième Ouvert), sur l'île de Syros, était mis à sac sauvagement le mois dernier par la police et des agents de la municipalité.

L'ancienne coqueluche de la gauche de la gauche participe activement à la politique européenne d'enfermement massif et de déportation des migrant·e·s. Il y a deux ans, ce même gouvernement de gauche avait failli laisser crever une dizaine de prisonnier·e·s révolutionnaires qui ont fait quarante-huit jours de grève de la faim pour l'abolition des lois sécuritaires et la libération des prisonnier·e·s lourdement handicapé·e·s. Encore récemment, au début de l'année, l'État grec enfermait un enfant de cinq ans

Solidarités internationales

sous prétexte qu'il était avec sa mère, militante de Lutte Révolutionnaire, au moment de son arrestation et provoquait la légitime grève de la faim et de la soif de ses deux parents emprisonné·e·s, Pola Roupa et Nikos Maziotis.

Alors qu'un autre squat anarchiste, Strouga, a subi ces derniers jours plusieurs attaques de la part de la mafia pour son implication dans les luttes de quartier, le mouvement anarchiste continue de mener la résistance, sans compromission avec le pouvoir politique national ou européen ou avec les pouvoirs économiques, entreprises ou mafias. Il offre un appui politique et matériel indispensable aux milliers de migrant·e·s coincé·e·s dans le pays. Il anime et accueille de nombreuses activités culturelles, artistiques, sportives, sanitaires et, bien sûr, politiques en dehors des rapports marchands et autoritaires, permettant à de larges franges de la population grecque de mener tant bien que mal une vie digne et épanouissante. Il organise la résistance et l'autodéfense populaire dans la rue et dans les quartiers. La semaine dernière, des manifestations à pied et des manifestations motorisées ainsi que des occupations de bâtiments du pouvoir et des partis politiques ont répondu à ces attaques dans tous le pays.

La Coordination des Groupes Anarchistes exprime toute sa solidarité avec les personnes expulsées et arrêtées, appelle à renforcer les initiatives prises par nos camarades en Grèce et à exprimer, par tous les moyens qui paraîtront pertinents, une solidarité déterminée avec les centres sociaux libres et auto-organisés de Grèce et d'ailleurs.

* *
*

Pubs et copinages

Parce-qu'Indymedia vit encore, même en français :

- Lille : https://lille.indymedia.org/
- Nantes : https://nantes.indymedia.org/
- Bruxelles : https://bxl.indymedia.org/

Parce-quon aime faire de la pub' pour les copains :

Ceux du coin…

- Cric-Grenoble : https://cric-grenoble.info/
- Haro-Grenoble : https://haro-grenoble.info/
- Ici-Grenoble : https://ici-grenoble.org/
- Le Tamis : https://le-tamis.info/

Et ceux de plus loin…

- Infokiosques.net : https://infokiosques.net/
- Squat!net : https://fr.squat.net/

numéro bouclé le 10 mai 2017
achevé d'imprimer le 15 juin 2017